

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi instituant une Société nationale des distributions d'eau.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Au cours de la session parlementaire de 1911-1912, le Gouvernement, par l'organe du Ministre de l'Intérieur, a pris l'engagement d'examiner de manière approfondie la question de la création d'un organisme central ayant mission d'assurer, au mieux des intérêts de tous, l'alimentation en eau potable de l'ensemble du pays.

Il a tenu sa promesse et vous apporte aujourd'hui le résultat de ses études; celles-ci l'ont conduit à penser que le problème comportait une solution heureuse, facile à mettre sur pied et répondant de la manière la meilleure et la plus adéquate aux nécessités de la situation; cette solution fait l'objet du projet de loi qu'il a l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Pour bien saisir la portée de ce projet, pour apprécier les progrès que, traduit en loi, il permettrait de réaliser, il importe de se pénétrer de la méthode actuellement suivie en matière d'établissement de distributions d'eau, des défauts qui y sont inhérents et des conséquences regrettables qu'elle entraîne fatalement.

En règle très générale, nos distributions d'eau sont nées de l'initiative communale; les services créés et exploités par des sociétés particulières sont, en effet, si rares et constituent une telle exception qu'il n'est point la peine d'en parler. C'est donc, en ordre principal, l'autorité locale qui trace au technicien dont elle a fait choix, le programme à suivre pour l'étude du projet de l'installation; c'est elle qui poursuit l'exécution de ce

projet, qui assure plus tard le fonctionnement du service et son développement.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que le rayon d'action de la plupart de ces services s'arrête strictement aux limites territoriales de la commune. Chacun d'eux a été étudié et créé à part, sous l'inspiration d'une administration communale souvent particulariste, avec la seule préoccupation des besoins locaux et l'ignorance voulue, préméditée, des nécessités des agglomérations voisines. Chaque distribution d'eau constitue ainsi une installation isolée, absolument indépendante de celles qui l'entourent.

Aussi quelles constatations déconcertantes ne fait-on pas lorsque, au lieu de les examiner successivement, on les envisage en groupe, en faisant abstraction des limites des communes ! Ces services qui, considérés séparément, sont peut-être fort bien conçus, constituent un ensemble d'où toute logique semble bannie : la répartition des eaux ne répond à aucune règle et paraît faite au hasard ; les conduites s'enchevêtrent, se dédoublent sans que rien le justifie ; les usines élévatoires, les réservoirs sont inutilement multipliés et, si l'on fait de la question une étude attentive, on ne compte plus les doubles emplois et les superfétations.

Un pareil résultat, particulièrement regrettable au point de vue économique, est une conséquence inévitable des errements actuels, et l'on conçoit que l'absence de tout plan d'ensemble, de tout programme général doive forcément y conduire. Il y a donc, dans l'œuvre déjà importante que nos communes ont réalisée pour l'alimentation publique en eau potable, un incontestable défaut d'unité, de coordination et de logique.

Il est assurément difficile de porter remède, *a posteriori*, à un pareil état de choses. Mais on peut éviter qu'il se renouvelle pour les services à créer à l'avenir ; il suffit, pour atteindre ce but, de changer résolument de méthode, de renoncer à résoudre chaque problème isolément, sans s'occuper de ceux qui lui sont connexes, en un mot, d'étudier la question dans son ensemble, dans toute sa généralité, en tenant compte de tous les éléments qu'elle comporte pour les régions du pays où elle n'a pas encore reçu sa solution.

Un autre motif doit déterminer les pouvoirs publics à procéder à cette étude.

Si l'on jette un coup d'œil sur une carte des distributions d'eau de la Belgique, on est immédiatement frappé de la répartition très inégale des services existant dans l'étendue du royaume : très nombreux dans la haute Belgique, ils se font plus rares au fur et à mesure que l'on descend vers les plaines du nord du Brabant, des deux Flandres, de la province d'Anvers et du Limbourg. A la réflexion, ce fait n'a rien qui doive surprendre : alors qu'en général les communes situées au sud de la Sambre et de la Meuse trouvent, dans leurs environs immédiats, les ressources aquifères nécessaires à la création de distributions d'eau et peuvent, de la sorte, établir

celles-ci à peu de frais, la plupart des régions basses du nord ne possèdent point de pareilles richesses dans leur sous-sol ; pour pouvoir y organiser des services de distribution d'eau, il faut, si l'on ne se contente pas des eaux superficielles préalablement épurées, se résoudre à aller chercher l'eau au loin, à des distances se mesurant parfois par 100 kilomètres et plus. Du moment où l'on augmente ainsi le rayon dans lequel les recherches peuvent se poursuivre, il se présente nécessairement un certain nombre de solutions, ayant chacune leurs avantages et leurs inconvénients et entre lesquelles les communes intéressées sont impuissantes à faire un choix judicieux. Seul, un examen comparatif des divers projets, poursuivi en ayant égard non seulement aux besoins de la région considérée, mais à ceux de l'ensemble du pays, permettra de désigner avec certitude quel est, parmi tous les systèmes d'alimentation proposés, celui auquel il convient de donner la préférence.

Enfin, une troisième raison, et c'est sans doute la plus importante, est de nature à justifier une intervention immédiate et énergique : sur les 7 millions et demi d'habitants que compte la Belgique, plus de 4 millions et demi sont privés des bienfaits d'une distribution d'eau ; des provinces presque entières en sont encore réduites à l'alimentation par puits domestiques, fournissant, en quantité souvent insuffisante, de l'eau de qualité toujours suspecte. Exception faite pour la province d'Anvers, où des études sont en cours, aucun indice ne permet d'espérer que cette situation, déplorable au point de vue de l'hygiène générale, viendra prochainement à changer ; il est à craindre, au contraire, si l'on s'en tient aux anciennes méthodes, qu'elle ne s'éternise et on risque fort de laisser indéfiniment toutes choses en l'état, à moins que l'on ne vienne, sous l'une ou l'autre forme, à l'aide des populations qui en sont les victimes. Or, il est évident que rien ne pourra se faire dans cet ordre d'idées aussi longtemps qu'on ne sera pas bien fixé sur les ressources aquifères qui pourraient être offertes aux régions où elles font défaut, soit qu'il s'agisse d'eaux naturellement pures, soit que l'on veuille utiliser des eaux préalablement épurées par l'un des multiples procédés que la science met aujourd'hui à notre disposition. Ces ressources se font rares ; il faut en user judicieusement, de manière à tirer de ce précieux capital le maximum de rendement. A ce point de vue aussi, une étude d'ensemble s'impose.

Ce court exposé établit que, si l'on veut éviter les erreurs du passé et marcher sûrement dans la voie de nouveaux progrès, il est de toute nécessité et, disons plus, de toute urgence, d'envisager une bonne fois la question dans son ampleur, de préciser comment on entend la résoudre dans le sens de la logique et de l'économie sagement comprises, de tracer en un mot un *programme rationnel et complet des travaux à exécuter pour pourvoir de bonne eau alimentaire toutes les parties du pays*.

C'est là une œuvre de grande envergure.

Il faudra, tout d'abord, établir en détail la situation exacte de l'alimen-

tation en eau potable de toutes les régions de la Belgique, de telle sorte que l'on puisse en déduire, pour chacune d'elles, l'importance des *besoins*, c'est-à-dire le volume d'eau qui y serait indispensable pour que les nécessités de l'hygiène puissent y être considérées comme satisfaites.

Puis, il faudra dresser l'inventaire des *ressources* en eau, apparentes ou cachées, qui restent encore disponibles dans ces diverses régions, et que l'on pourrait utiliser pour l'alimentation publique, à l'état brut ou après épuration.

Ces relevés terminés, il restera à comparer, en chaque contrée, les *ressources* aux *besoins*, à chiffrer les différences, tantôt positives, tantôt négatives, et à établir enfin un plan de répartition ou d'utilisation logique et rationnel des *excédents* que l'on constatera ici, pour combler les *déficits* qui se présenteront ailleurs.

En possession d'un pareil plan, on pourra affirmer avec autorité que tel groupe de communes doit, tant au point de vue de ses intérêts propres que des intérêts généraux du pays, être alimenté en recourant à tel moyen, à tel procédé bien déterminé, et non à tel autre. On renoncerait donc décidément à l'empirisme qui, actuellement, régit seul la matière, pour en arriver à faire un choix scientifiquement raisonné parmi les diverses solutions possibles.

Ce serait, sans conteste, un progrès énorme sur la situation présente. Mais il tombe sous le sens que si l'on s'en tenait là, la tâche ne serait pas achevée. Ce n'est point tout de dresser le programme d'une œuvre, si bien équilibré qu'il soit; il faut en assurer la réalisation. Lorsque l'on connaîtra, par l'enquête dont nous avons établi la nécessité, la façon dont doit être alimentée une région donnée, il faudra entreprendre auprès des communes de cette région un véritable apostolat, leur montrer l'utilité d'une distribution d'eau, les convaincre des avantages qu'un pareil service procurerait à leurs habitants, les amener ainsi à couvrir, avec l'Etat et la province, les dépenses inhérentes à l'étude d'un projet. Puis, celui-ci rédigé, il faudra établir un plan de répartition des dépenses de premier établissement et d'exploitation, réunir les capitaux nécessaires aux travaux, exécuter ceux-ci et enfin, l'installation étant mise sur pied, en assurer le bon entretien et le fonctionnement.

Si l'on veut bien songer que ce long et patient travail devra s'effectuer dans toutes les parties du pays où la question de l'eau alimentaire est encore en suspens, on mesurera aisément l'étendue de la tâche qu'il reste à accomplir.

De ce qui précède, il ressort qu'à la phase d'étude et de recherches, par laquelle il faudra nécessairement débiter, succédera immédiatement une phase d'exécution et de réalisation, qui sera de beaucoup la plus longue et la plus importante. Ces deux périodes de l'entreprise, qui, selon toute vraisemblance, se superposeront d'ailleurs partiellement, seraient malaisément séparées : l'une constitue la suite naturelle et logique de l'autre, et il paraît indiqué de charger le même pouvoir, le même organisme de poursuivre

l'enquête, puis de traduire en faits ses conclusions : un projet ne saurait être mieux réalisé que par celui qui l'a conçu.

Quel sera cet organisme ? A qui confier le soin de mener à bien cette double et vaste mission ?

La première idée qui se présente à l'esprit est de voir l'État lui-même se charger de cette tâche ; il s'agit, en somme, d'une question intéressant l'ensemble du pays, la plus grande partie de la population, et qui doit être examinée en se plaçant au-dessus des considérations d'ordre purement local ou régional. L'intervention du pouvoir central est donc toute naturelle et, de fait, nul ne contestera, croyons-nous, qu'elle soit nécessaire, ni même qu'elle doive être prépondérante.

Mais doit-elle être exclusive de toute autre ?

Le Gouvernement ne l'a pas pensé ; il a la conviction que pareille mesure de centralisation n'est nullement en situation et qu'elle aurait plutôt de fâcheuses conséquences ; il serait, à son sens, absolument injustifié d'exclure les communes de ce domaine qui, jusqu'à présent, a été le leur ; il faut, au contraire, réclamer leur concours, leur coopération, les associer à l'entreprise que l'on va tenter pour elles, et dont le succès les intéresse plus que quiconque. Vouloir leur imposer des solutions toutes faites, élaborées en dehors d'elles par le pouvoir central, serait vouer l'œuvre à l'échec.

Ce n'est donc point de ce côté qu'il faut chercher le moyen d'aboutir.

On pourrait peut-être, à l'encontre des considérations que nous avons fait valoir plus haut, proposer de scinder l'entreprise : l'État se chargerait de l'enquête préalable et rédigerait le plan général d'aménagement des eaux potables qui en serait l'aboutissement ; la réalisation de ce plan serait confiée ensuite soit à des sociétés privées, soit à des associations intercommunales.

Nous venons de dire que cette division du travail serait peu logique ; de plus, des objections graves s'élèvent contre le mode d'exécution auquel on aurait recours.

Le Gouvernement a, en effet, toujours soutenu cette thèse que le service des eaux alimentaires était et devait rester chose d'utilité publique, que toute idée de lucre devait en être bannie, que les intérêts d'ordre hygiénique devaient y être prépondérants. Tout cela n'est guère réalisable qu'en maintenant ce service aux mains des pouvoirs publics et ne saurait se concilier avec l'intervention de sociétés privées, dont le but principal sera nécessairement de faire des bénéfices.

D'autre part, ce serait se faire illusion que de compter sur les associations intercommunales pour assurer la réalisation des divers points du programme qui aurait été arrêté par l'État. La loi du 18 août 1907, qui a reconnu l'existence de ces associations, a incontestablement rendu des services, et il est permis de penser qu'elle en rendra encore à l'avenir ; mais il ne faut pas lui demander plus qu'elle ne peut donner ; si elle facilite dans une mesure très appréciable le travail des communes animées de l'esprit d'initiative,

décidées à marcher de l'avant, elle est totalement impuissante, l'expérience l'a montré, à vaincre chez elles la force d'inertie, à éveiller l'émulation, le désir de faire plus et mieux que l'on n'a fait dans le passé. Il lui manque le ressort, le moteur qui doit mettre la machine en mouvement, et ce défaut ne pourrait disparaître par le seul fait que l'on aurait planté quelques jalons sur la route à suivre.

Le Gouvernement a, pour ces motifs, écarté également cette deuxième solution et, après mûre délibération, il estime que c'est dans l'association de l'État, des provinces et des communes que l'on trouvera la formule la meilleure pour marcher au succès : tous ces pouvoirs publics sont, à des titres divers, intéressés dans la question ; tous doivent unir leurs efforts pour la résoudre. Pareille association n'est point pour nous une nouveauté. Déjà, dans un autre domaine, en matière de chemins de fer vicinaux, l'État, les provinces et les communes ont été appelés à coopérer à une œuvre d'utilité générale et ils l'ont fait avec une pleine réussite : la Société nationale des chemins de fer vicinaux, qu'ils ont formée voici vingt-cinq ans, a tracé l'une des plus belles pages de nos annales techniques et administratives et a montré tout ce que l'on pouvait obtenir d'une action bien coordonnée des divers démembrements de l'autorité publique. Ce qu'elle a fait en matière de chemins de fer, une association similaire pourra le réaliser en matière de distributions d'eau.

C'est donc la création d'une *Société nationale des distributions d'eau*, association de l'État, des provinces et des communes pour pourvoir à l'alimentation du pays en eau potable, que le Gouvernement a l'honneur de vous proposer comme conclusion de son examen.

A cette Société incombera le soin d'entreprendre les études et d'exécuter les travaux dont le programme a été défini plus haut. Nous n'y reviendrons pas.

La lecture du projet de loi destiné à lui servir de charte constitutive montre que, si elle aura un certain nombre de points communs avec sa devancière — elle lui empruntera notamment son ingénieux mécanisme financier, qui est bien connu de tous et a contribué pour une bonne part à son succès, — elle s'en écartera cependant sur nombre d'autres, en raison de la nature même des opérations auxquelles elle devra se livrer.

Ainsi, d'après la loi qui l'a créée, la Société nationale des chemins de fer vicinaux jouit d'une sorte de monopole mitigé, en ce sens qu'elle a un droit de priorité, de préférence, pour l'octroi des concessions des voies ferrées secondaires.

Rien de semblable n'existera pour la Société nationale des distributions d'eau ; le nouvel organisme croîtra et se développera sous le régime de la plus complète liberté ; après son institution, les communes auront le droit, comme elles l'ont actuellement, de pourvoir par elles-mêmes et comme elles l'entendent à leur alimentation en eau potable, ou de s'associer entre elles, sous l'égide de la loi de 1907, pour créer à frais communs une distribution

d'eau régionale. La loi nouvelle leur donnera uniquement la possibilité d'adopter une troisième solution : celle de recourir à la Société nationale, en entrant dans cette société, en profitant ainsi de ses bons offices, de son expérience, de ses services techniques, des facilités financières qu'elle offre. Donc, pas d'obligation ni de monopole d'aucune sorte; liberté entière pour les communes de faire partie ou non, à leur choix, de la société nouvelle.

Autre différence : les lignes ferrées que la Société nationale des chemins de fer vicinaux construit font l'objet de concessions accordées par arrêté royal et régies par la loi. Les distributions d'eau qu'établira la Société nationale des distributions ne connaîtront point ce régime; elles seront organisées par celle-ci sans qu'il y ait besoin d'autre formalité que l'assentiment, la simple adhésion des pouvoirs intéressés; l'œuvre sera mise sur pied sans qu'il soit nécessaire, pour assurer sa réalisation, d'obtenir la consécration d'un arrêté royal ou d'un acte de concession.

La société nouvelle sera libre maîtresse de ses tarifs, alors que son aînée ne peut toucher aux siens sans l'autorisation du Gouvernement; les raisons qui ont dicté cette limitation du droit de la Société nationale des chemins de fer vicinaux ne seraient point d'application, en effet, lorsqu'il s'agit de distributions d'eau.

On pourrait poursuivre la comparaison, mais la chose paraît inopportune, les commentaires justificatifs qui accompagnent chacun des articles du projet de loi faisant ressortir en quoi et pour quel motif les dispositions proposées s'écartent de celles insérées dans la loi du 24 juin 1885, qui a organisé définitivement la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Telles sont, esquissées à grands traits, les caractéristiques principales de l'organisme nouveau que le Gouvernement vous convie à créer. En soumettant aux Chambres le projet de loi ci-annexé, il a la conviction que ce projet répond à une nécessité réelle et qu'il sera accueilli par tous avec faveur. Déjà, dans les négociations qu'il a ouvertes avec les provinces, afin de s'assurer s'il y avait communauté de vues entre elles et lui sur le but à poursuivre et sur les moyens à employer pour l'atteindre, le Gouvernement a rencontré l'accueil le plus encourageant; aucune opposition de principe ne s'est manifestée; la solution préconisée a, au contraire, rencontré l'adhésion générale, et, comme conclusion pratique, tous les conseils provinciaux ont, à sa demande, inscrit à leur budget les disponibilités nécessaires à la constitution du capital destiné à l'enquête qui sera le point de départ des travaux de la société.

Si la Législature veut bien, à son tour, donner son approbation à la proposition du Gouvernement, la Belgique se trouvera dotée, dans un avenir très prochain, d'une nouvelle institution d'intérêt public dont l'équivalent n'existe, que nous sachions, dans aucun autre pays, et qui contribuera pour une large part à améliorer l'hygiène de nos populations.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à approuver les statuts d'une société qui sera constituée sous la dénomination de Société nationale des distributions d'eau et qui aura pour objet l'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics de distribution d'eau.

Toute modification ultérieure de ces statuts doit être approuvée par le Roi.

L'article premier du projet de loi, qui autorise le Gouvernement à approuver les statuts de la Société nationale des distributions d'eau, reproduit une disposition de la loi du 24 mai 1884 instituant la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Lorsque cette loi fut révisée et amendée en 1885, les statuts de la Société furent annexés au texte nouveau ; ils en font en quelque sorte partie intégrante et ne peuvent plus être modifiés sans l'intervention du législateur. On conçoit que le Gouvernement n'ait pas hésité à rendre ainsi définitive une œuvre qui avait été mise à l'essai pendant plus d'une année et dont la valeur avait pu être appréciée.

Il serait imprudent d'en agir de même pour la Société nationale des distributions d'eau. Nul ne pourrait affirmer que les statuts, tels qu'ils seront rédigés en première forme, n'auront pas besoin de retouches ; le fait que l'institution nouvelle connaîtra deux phases successives, l'une d'étude, l'autre d'exécution, donne même à penser que les dispositions statutaires pourront nécessiter des remaniements.

Le texte proposé tend à faciliter ces modifications éventuelles, en n'exigeant point l'intervention du Parlement. Il n'en saurait résulter d'abus ou d'inconvénients, tous les points essentiels de l'organisation sociale étant nettement définis par la loi elle-même.

L'objet de la Société à créer est *l'étude, l'établissement et l'exploitation* de services publics de distribution d'eau. Il faut entendre ces termes dans le sens le plus large : la Société pourra non seulement créer des installations nouvelles, mais les étendre, les développer, les améliorer ; elle pourra exploiter non seulement les services qu'elle a établis elle-même, mais encore ceux qu'elle aurait rachetés ou repris.

Cette exploitation revêtira, selon les circonstances, des formes très diverses ; tantôt la Société se contentera de vendre l'eau au lieu même du captage ou au sortir de l'usine d'épuration, laissant aux communes le soin de l'amener à destination ; tantôt elle la portera elle-même, par ses propres conduites ou en empruntant, après accord amiable, des canalisations appartenant à autrui, jusqu'aux portes des agglomérations à desservir, où elle la livrera à l'administration locale qui la distribuera comme bon lui semble ; tantôt, enfin, le service de la Société se continuera jusqu'au robinet même de

l'abonné, la commune n'intervenant pas dans l'exploitation. Toutes ces modalités peuvent être acceptées.

Il n'est qu'un point sur lequel le Gouvernement insiste particulièrement : il doit être bien entendu qu'en règle générale, et sauf de très rares exceptions qu'il n'est point possible de prévoir, l'exploitation devra se faire directement par la Société nationale ; il est essentiel, dans l'intérêt de l'hygiène, que la Société conserve en mains propres ses installations, et tout spécialement les ouvrages de prise d'eau et les usines d'épuration, qu'elle les ait sous son contrôle immédiat, qu'elle conserve la responsabilité directe de leur bon fonctionnement, sans qu'elle puisse s'en décharger sur un intermédiaire. Le Gouvernement, désireux de réserver toutes les éventualités, n'a pas voulu aller jusqu'à proscrire formellement l'affermage dans la loi ; mais, dans sa pensée, il faudra des circonstances vraiment exceptionnelles pour que cette solution puisse être tolérée. La Société nationale devra être organisée en conséquence.

Le texte de l'article précise que les services à créer et à exploiter par la Société devront avoir le caractère de services *publics* de distribution d'eau ; il ne pourrait être question pour elle d'établir des installations où les intérêts de l'hygiène ne seraient pas en jeu et qui auraient un but purement industriel.

Le nouvel organisme est créé pour fonctionner en Belgique ; mais il serait excessif de lui défendre absolument d'étendre son action aux localités étrangères proches de la frontière, si la logique le commandait. L'article premier a été rédigé de façon à permettre cette extension éventuelle des services de la Société.

Il a paru inutile de stipuler que celle-ci aura son siège à Bruxelles.

ARTICLE 2.

La Société sera constituée dans la forme des sociétés coopératives et jouira, sans perdre son caractère civil, des avantages accordés par la loi aux sociétés commerciales.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

Les dispositions de l'article 2, empruntées à la loi du 18 août 1907 sur les associations intercommunales de distribution d'eau, ont fait l'objet de commentaires développés dans l'exposé des motifs présenté à cette époque par le Gouvernement, et dans le remarquable rapport produit à la Chambre des représentants par M. J. Vanderlinden. Ils établissent par le détail le bien-fondé de ces dispositions et expliquent la portée exacte de chacune de leurs parties. Il n'y a rien à y ajouter.

Seule, la forme coopérative proposée pour la société nouvelle demande une justification.

Deux raisons ont déterminé le Gouvernement à fixer son choix sur ce type de société commerciale.

Le capital de la Société nationale des distributions d'eau sera, d'après la nature même des opérations de la société, essentiellement variable. Ses services ne seront pas créés, dès l'origine, de façon définitive et immuable; tout au contraire, ils seront sujets à des extensions multiples et répétées. Chaque fois qu'une commune viendra s'adjoindre à un groupe, il faudra, pour la desservir, exécuter des travaux nouveaux, donc créer des ressources nouvelles, donc aussi accroître le capital de l'entreprise.

La forme coopérative se prête mieux que toute autre à ces variations incessantes du capital social; elle n'impose, pour ce faire, qu'un minimum de formalités; elle l'emporte de loin, à ce point de vue, sur la forme anonyme, et appelle, pour ce motif, les préférences.

Elle a d'ailleurs fait ses preuves dans une entreprise similaire, à la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, et paraît jouir de la faveur des communes : toutes les associations intercommunales de distribution d'eau, créées ou en voie de formation, l'ont adoptée; aucune ne s'est ralliée au type de la société anonyme.

Il y a donc toute raison de penser que, moyennant les correctifs prévus dans le projet de loi, elle se prêtera fort bien à la constitution de la Société nationale des distributions d'eau.

ARTICLE 3.

Les statuts seront conformes aux principes consacrés par la présente loi et aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il ne soit pas nécessaire de déroger à ces dernières en raison de la nature spéciale de la société.

Les dérogations devront être expressément mentionnées dans les statuts.

Les statuts de la Société nationale des distributions d'eau devront être conformes aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales.

Mais il est indispensable de prévoir la possibilité de déroger à celles de ces dispositions qui ne seraient pas compatibles avec les nécessités spéciales de la société à fonder.

Plusieurs de ces dérogations — les plus importantes — sont expressément insérées dans le projet de loi; les autres seront mentionnées dans les statuts. Ceux-ci devant être soumis à l'approbation du Gouvernement, il n'est pas à craindre qu'il y ait abus.

Une disposition analogue se retrouve, au surplus, dans la loi du 1^{er} juillet 1899, relative aux associations de communes pour l'exploitation de chemins de ter vicinaux, ainsi que dans celle du 18 août 1907 sur les associations intercommunales de distribution d'eau.

ARTICLE 4.

La société a une durée illimitée ; sa dissolution ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi, qui règlera le mode et les conditions de la liquidation.

D'après la loi sur les sociétés commerciales, la durée d'une société coopérative ne peut excéder trente années.

Ce terme est évidemment insuffisant pour la Société nationale en projet, à l'activité de laquelle on ne peut assigner de limite. Son existence doit être indéfinie, comme son œuvre elle-même.

Créée par une loi, elle ne disparaîtra que de l'assentiment du législateur, qui, de même qu'il a défini les conditions de son existence, règlera celles de sa dissolution. Les intérêts qui seront engagés dans l'entreprise sont assez considérables pour qu'il faille réserver cette intervention des Chambres.

ARTICLE 5.

Indépendamment du capital initial de la Société, affecté aux études et aux frais intéressant l'ensemble des services et qui est souscrit par l'Etat et par les provinces, le capital social se compose d'autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de distribution d'eau ; ces parts peuvent être souscrites par l'État, les provinces, les communes, les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers.

L'intervention de l'État dans la formation du capital social ne pourra dépasser la moitié du capital initial de la Société, ni le tiers de chacune des séries de parts, à moins, en ce qui concerne ces dernières, qu'une loi n'en dispose autrement ou qu'il s'agisse d'une souscription temporaire, faite en lieu et place de communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

L'État, les provinces et les communes sont autorisés à se libérer de leurs souscriptions par annuités. Leurs parts, ainsi que celles des hospices et des bureaux de bienfaisance, sont nominatives et peuvent être cédées avec l'approbation du Roi.

Les articles 5, 6 et 7 du projet de loi règlent tout ce qui a trait à la vie financière de la Société nationale.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les premières manifestations de la vie sociale seront consacrées à une enquête générale dont les résultats intéresseront l'ensemble des services. Les dépenses qui y seront relatives, ainsi que celles à faire pour l'installation et la mise en train de la Société, devraient logiquement être supportées par la généralité des associés : État, provinces et communes, qui tous en tireront profit. Mais, comme il ne serait pas pratique d'appeler quelque 1,800 communes à y participer, il entre dans les intentions du Gouvernement de répartir ces dépenses par moitié entre le Trésor public et les provinces, la quote-part de chacune

de celles-ci devant être proportionnée à la partie de sa population qui, n'étant point pourvue d'une distribution d'eau, est appelée à bénéficier de l'institution projetée. L'ensemble des souscriptions ainsi consenties par l'État et les provinces, pour couvrir le coût de l'enquête et les frais d'installation, constituera le capital initial de la Société nationale.

Ce capital est appelé à se développer rapidement : aussitôt que la Société sera à même de mettre sur pied un premier service de distribution d'eau, il lui faudra des ressources nouvelles, destinées à payer les frais de premier établissement de ce service ; les participations acquises de ce chef viendront s'ajouter au capital initial ; il en sera de même pour un deuxième, un troisième service. Le capital social, qui correspondra de la sorte aux frais nécessités par les études préalables et au coût des installations créées par la Société, sera donc, ainsi qu'il a déjà été dit, essentiellement variable ; il s'accroîtra sans cesse par la création de services nouveaux ou par l'accession de nouveaux adhérents à des groupes existants.

Vis-à-vis des associés, ce capital ne saurait être un ; les multiples entreprises de la Société pourront présenter des intérêts très divers et comporter, pour des populations sensiblement égales, des frais de premier établissement et d'exploitation fort différents. Il ne serait ni équitable ni prudent d'en former un seul tout et d'associer ainsi, contre les faits, des groupes de communes que leur situation naturelle destine à rester, sur le terrain de l'alimentation en eau potable, complètement étrangers l'un à l'autre. Comment justifierait-on, par exemple, qu'une distribution régionale établie dans le Borinage ait un capital commun avec celle que l'on créera en Hesbaye ?

Il faut donc admettre la division en séries du capital social, qui deviendra comme une fédération, une juxtaposition de capitaux distincts, chacun de ceux-ci étant propre à l'un des services de distribution d'eau de la Société.

Les parts d'une série déterminée seront souscrites par les pouvoirs publics intéressés à l'entreprise à laquelle elles se rapportent.

La disposition proposée admet également les hospices et les bureaux de bienfaisance à contribuer à la constitution du capital. Certains de ces établissements publics possèdent des ressources considérables ; il n'en pourraient faire un emploi plus judicieux que d'en consacrer une partie à la création de distributions d'eau potable, qui contribuent dans un si large part à l'amélioration des conditions d'existence de la population ouvrière et indigente et tendent ainsi, indirectement, à diminuer les charges des établissements charitables.

Les particuliers pourront également apporter leur concours. Il faut prévoir le cas où celui-ci serait indispensable pour donner à une installation toute l'ampleur voulue : une industrie importante, établie dans un petit village, peut exiger plus d'eau à elle seule que toute la population de la localité ; une distribution d'eau bien comprise doit tenir compte de ce fait et être

étudiée de manière à pouvoir assurer à la fois le service public et l'alimentation de l'usine. Il en résulte des dépenses supplémentaires que la commune pourrait hésiter à assumer; l'intervention de l'industriel permettra de les couvrir.

Il importe, pour mettre le pouvoir central à l'abri de sollicitations qu'il n'est pas toujours aisé d'écarter, de fixer une limite à la part que l'État peut prendre dans les entreprises de la Société nationale. Actuellement, la quotité de son intervention dans les dépenses qu'entraîne l'établissement des distributions d'eau ne dépasse pas le tiers; le Gouvernement propose de s'en tenir à ce taux et de l'insérer dans la loi.

Des exceptions sont cependant prévues.

Les dépenses auxquelles sera consacré le capital initial ont une si grande importance et une portée si générale qu'il semble que l'État doive en prendre la moitié à sa charge.

D'autre part, certains grands services de l'État, comme les chemins de fer, les établissements militaires ou pénitenciers, peuvent se trouver intéressés à un tel point dans certaines installations qu'une intervention exceptionnelle du Trésor public se justifie. Pour éviter tout abus, une loi spéciale, telle une loi budgétaire, devra autoriser cette dérogation à la règle.

Enfin, il se présentera certainement des cas où des communes, dont la place est toute indiquée dans un groupement donné, hésiteront à y entrer, tergiverseront, ajourneront leur décision; leur adhésion future est inévitable, d'après la logique même des choses; on a la certitude qu'elle se produira tôt ou tard, mais, pour l'une ou l'autre raison, elle se trouve différée. En pareille éventualité, il sera de bonne administration d'étudier et de réaliser les installations principales du service en escomptant l'accession prochaine de ces communes momentanément défaillantes. Les parts de capital que celles-ci auraient dû souscrire devront donc être provisoirement réparties entre les autres communes du groupe, l'État et la ou les provinces intéressées dans l'entreprise. Il se peut que, dans cette hypothèse, l'État, pour ne pas laisser sombrer l'affaire, soit amené à prendre à sa charge plus du tiers du capital, mais ce ne sera là qu'une situation toute momentanée, qui prendra fin aussitôt que les communes récalcitrantes, revenues à une appréciation plus juste de la situation, entreront dans l'association et prendront possession de leurs parts, moyennant remboursement du capital et des intérêts.

Le paiement facultatif des participations de l'État, des provinces et des communes par annuités, au moyen desquelles la Société assurera le service de ses emprunts, est une modalité créée pour la Société nationale des chemins de fer vicinaux. Elle y a fait ses preuves de la façon brillante que l'on sait et n'a pas besoin, semble-t-il, de justification.

Il ne paraît pas possible de concéder les avantages qu'elle comporte aux particuliers, ni aux établissements publics (hospices et bureaux de bienfaisance), en raison des difficultés que présenterait le recouvrement des

annuités laissées en souffrance par ces associés. Ceux-ci devront donc verser leurs parts en capital.

Par dérogation à la loi sur les sociétés coopératives, les parts, nécessairement nominatives, des pouvoirs et établissements publics seront cessibles moyennant l'approbation royale : l'entrée de nouveaux associés dans une combinaison peut justifier une nouvelle répartition du capital et nécessiter pareille cession, notamment dans l'hypothèse qui a été envisagée ci-dessus.

ARTICLE 6.

Chaque service distinct de distribution d'eau fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité sociale.

Ce compte comporte, en dépenses, la quote-part du service dans les frais généraux de la Société nationale.

Les statuts devront prévoir :

1° La constitution d'une réserve commune à tous les services ;

2° La formation, pour chaque service, d'un fonds de prévision, destiné aux extensions et améliorations de ce service et alimenté par l'excédent de bénéfices qui resterait disponible après prélèvement du dividende prévu à l'article 7 ;

3° La ristourne du surplus des bénéfices de chaque service aux communes et aux particuliers qui sont clients de ce service.

ARTICLE 7.

Le dividende annuel à allouer éventuellement ne peut dépasser :

1° Pour les communes, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement de la partie du capital qu'elles ont versée, ou le montant de l'annuité qu'elles ont souscrite, si elles ont choisi le mode de libération prévu au dernier alinéa de l'article 5.

Dans les deux cas, le nombre d'années à prendre comme base de l'annuité ou de l'amortissement, ainsi que le taux de l'intérêt sont fixés, pour chaque service, lors de la constitution du capital ;

2° Pour les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers, 4 % des versements effectués.

Il n'est alloué aucun dividende aux parts de l'État et des provinces.

D'après les dispositions de l'article 5, le capital social est divisé en séries de parts bien distinctes ; l'article 6 stipule que chacune de ces séries aura sa comptabilité spéciale.

Le service des emprunts qui auront servi à couvrir les frais de premier établissement des services de distribution d'eau sera assuré par la rentrée des annuités souscrites par les pouvoirs publics.

Quant au compte du service d'exploitation, il comportera, en dépenses, la quote-part du service dans les frais généraux de la Société nationale, les

dépenses de personnel, les frais d'entretien, de réparation, d'amortissement des installations, ainsi que ceux afférents à l'exploitation proprement dite.

A part l'intérêt des sommes en banque, les recettes ordinaires ne comporteront que le produit de la vente de l'eau soit aux communes, soit directement à des particuliers. Les tarifs et les contrats d'abonnement devront être étudiés et arrêtés à l'avance de façon que l'on ait, dans la mesure du possible, la certitude que le compte se traduira en boni : c'est affaire de prudence et de prévoyance de la part des administrateurs de la Société.

Sur ce boni sera d'abord opéré le prélèvement nécessaire à la constitution de la réserve.

Ainsi que le précise le texte de l'article, cette réserve sera commune à tous les services et constituera l'un des liens qui les uniront ; elle est destinée à garantir le capital social contre les vicissitudes qui pourraient y porter atteinte ; elle permettra d'insérer éventuellement, dans les dispositions statutaires, une stipulation analogue à celle qui fait l'objet de l'article 27 des statuts de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, et d'après laquelle la société fait l'avance des pertes auxquelles peut donner lieu momentanément l'exploitation de certaines lignes, sauf à récupérer cette avance sur les bénéfices ultérieurs.

Puis, s'il reste un disponible, il sera affecté au paiement d'un dividende aux parts sociales des communes, des établissements de bienfaisance et des particuliers, tandis que les parts de l'État et des provinces ne bénéficieront d'aucune rémunération.

Cette disposition, qui peut paraître étrange à première vue, n'est en somme, que la consécration de ce qui existe actuellement : lorsqu'une commune établit un service public d'eau potable, elle obtient le concours des provinces et de l'État à titre gratuit ; les subsides de ces pouvoirs publics lui sont accordés à fonds perdus, sans qu'on exige le paiement d'aucun intérêt ni amortissement. Cet avantage, accordé de longue date aux communes, doit être consenti également en faveur de la Société nationale ; s'il n'en était pas ainsi et si l'État ou les provinces exigeaient la rémunération de leurs parts, il est de toute évidence que les communes, qui recourraient aux bons offices de la société, se trouveraient dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres ; leurs charges seraient bien plus grandes et elles auraient tout intérêt à ignorer l'institution nouvelle : ce serait, inévitablement, la mort de celle-ci.

C'est aussi le désir de conserver une situation existante qui a conduit le Gouvernement à admettre que les communes puissent recevoir un certain dividende : lorsqu'une commune possède une distribution d'eau, elle s'efforce généralement, sans toujours y parvenir, de retirer de l'exploitation de son service les ressources nécessaires pour couvrir les charges de tout genre que l'installation lui impose. L'État ne fait aucune objection à ce qu'il en soit ainsi ; il met seulement comme condition à l'octroi de ses

subsidés que l'exploitation de la distribution ne peut constituer la caisse communale en bénéfice : celle-ci peut couvrir ses débours, sans plus.

L'article 7 tend à instituer un régime analogue pour les entreprises créées à l'intervention de la Société nationale : les charges que ces entreprises entraîneront pour les communes, du chef de leur établissement, seront représentées soit par l'intérêt et l'amortissement du capital versé, si les communes paient leurs parts en capital, soit par le montant de l'annuité, si elles se libèrent par versements annuels, comme l'article 5 le y autorise. La loi permet le simple remboursement de ces charges ; l'opération ne saurait donc se traduire en bénéfice pour la caisse communale, qui ne fera, au maximum, que rentrer dans ses frais.

Il serait imprudent de fixer, une fois pour toutes, le taux auquel on estimera l'intérêt et l'amortissement des parts communales : ce taux variera, en effet, avec l'état du marché de l'argent ; le mieux est d'en fixer la valeur au moment de la formation du capital ; c'est ce que prévoit le projet.

Il est proposé de limiter à 4 % la rémunération des capitaux particuliers, à l'effet de marquer nettement qu'il s'agit d'une entreprise d'intérêt public et non d'une affaire industrielle, où les capitalistes pourraient espérer trouver une large rémunération de leurs apports.

Les parts des hospices et des bureaux de bienfaisance recevront la même rémunération que les souscriptions privées ; mais il va de soi que, si ces établissements publics voulaient, à l'exemple de l'État et des provinces et avec l'approbation de leurs tuteurs, renoncer, dans une pensée généreuse, à la rémunération de leur mise, ils en auraient la liberté.

Si, après prélèvement sur le bénéfice des sommes nécessaires à la constitution de la réserve, au remboursement des annuités communales et au paiement d'un dividende aux établissements charitables et aux particuliers, il reste un excédent, on l'affectera à la formation d'un fonds de prévision destiné à permettre l'extension, le développement ou l'amélioration du service sans devoir faire appel aux associés.

Ce fonds de prévision ne peut indéfiniment s'accroître ; lorsqu'il aura atteint un maximum à fixer d'après l'importance et la nature du service, il faudra donner une destination nouvelle à l'excédent. D'après ce que nous avons dit plus haut, il ne saurait être procédé à une seconde répartition de dividende. Que faire, dès lors, de la somme disponible ? Son existence prouve que l'on a vendu l'eau trop cher, au-dessus du prix de revient. Il ne reste qu'à rembourser aux clients de l'entreprise, communes ou particuliers, ce qu'ils ont payé de trop. D'où la disposition finale de l'article 6.

Tout ceci suppose un bénéfice net suffisant pour faire face aux divers paiements que nous avons envisagés. Si le bénéfice est moins important, on commencera par supprimer le versement au fonds de prévision, puis le remboursement des annuités communales et le paiement du dividende aux hospices, aux bureaux de bienfaisance et aux particuliers, puis l'alimentation

de la réserve légale. Si les recettes descendent encore, elles se trouveront inférieures aux dépenses obligatoires, et alors, dans l'hypothèse où il s'agirait d'une situation définitive, il faudra nécessairement, si l'on veut que l'exploitation reste possible, majorer les ressources en revisant les tarifs d'abonnement et les contrats de vente de l'eau aux communes. Mais il est à espérer qu'une gestion prudente permettra d'éviter cette éventualité.

ARTICLE 8.

La société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les provinces et l'Etat.

Le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement de ces emprunts et obligations ; les engagements de l'Etat, comme garant, ne peuvent dépasser les sommes fixées par la loi.

La société pourra emprunter. Elle aura la faculté de le faire en émettant directement des obligations, ainsi que procède la Société nationale des chemins de fer vicinaux, ou en recourant à l'un ou l'autre des organismes créés pour faciliter les opérations financières des pouvoirs publics.

La garantie du Gouvernement pourra lui être accordée; cette mesure se justifie à suffisance par le caractère d'intérêt public de l'œuvre que réalisera la Société : mais cette garantie ne pourra aller au delà des ressources financières que les Chambres accorderont à cette fin au Gouvernement.

On retrouve ici toutes dispositions auxquelles la législature a donné déjà son approbation lors du vote de la loi du 24 juin 1883 relative à la Société nationale des chemins de fer vicinaux. Il ne paraît donc pas nécessaire de les justifier plus longuement.

ARTICLE 9.

La Société est administrée par un Conseil et un directeur général.

Le Conseil d'administration est formé d'un président et d'administrateurs dont le nombre, qui ne pourra dépasser six, est fixé par le Gouvernement.

Le président, la moitié des membres du Conseil d'administration et le directeur général sont nommés par le Roi; les autres membres du Conseil sont nommés par l'assemblée générale.

Les statuts règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions du président, des administrateurs et du directeur général.

ARTICLE 10.

Le contrôle des opérations de la société est assuré par un Comité de surveillance nommé par l'assemblée générale.

Les statuts fixent le nombre des membres, la durée de leur mandat, ainsi que le montant des jetons de présence qui peuvent leur être attribués.

La Société nationale des distributions d'eau se voit confier une mission d'utilité générale, intéressant le pays tout entier; la loi qui la crée institue pour elle un régime de privilège; le Gouvernement, vis-à-vis de qui elle jouit d'une autonomie presque complète, consent à garantir ses emprunts. Toutes ces considérations expliquent que le projet de loi accorde à l'État une large part dans la désignation des personnes à qui sera remise la gestion des affaires sociales. Ainsi que le disait M. Graux, dans l'exposé des motifs de la loi du 28 mai 1884 sur les chemins de fer vicinaux, en cas de partage d'opinions entre l'État et ses coassociés, il faut que celle de l'État soit prépondérante, car la voix qui représente l'intérêt général doit, dans un service d'utilité publique, l'emporter sur les organes des intérêts locaux. Il est donc indiqué que l'État s'assure la majorité dans le Conseil d'administration et qu'il fasse choix du directeur général dont la valeur, la compétence et l'intelligence compteront parmi les facteurs principaux du succès de l'entreprise.

La disposition proposée laisse au Gouvernement la faculté d'augmenter progressivement le nombre des administrateurs; on pourra ainsi proportionner l'importance du Conseil au développement des affaires sociales.

Les émoluments des président et membres du Conseil d'administration seront fixés par les statuts; lorsqu'il s'agira d'en arrêter l'importance, on ne perdra pas de vue que la Société nationale des distributions d'eau n'est pas une affaire industrielle, qu'elle ne fera pas, au sens propre du mot, de bénéfices, et que par suite, s'il est juste de rémunérer dans une certaine mesure les administrateurs de leur travail, leur mission doit être plutôt honorifique que lucrative. Le Gouvernement tiendra la main à ce que l'on ne s'écarte pas de ce principe.

L'organisation du comité de surveillance est laissée aux statuts et à l'assemblée générale, ainsi qu'il convient, étant donné la nature et l'objet du mandat des membres de ce comité.

ARTICLE 11.

La société pourra être autorisée à poursuivre en son nom l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le Gouverneur de la province dans laquelle sont situés les immeubles à exproprier est compétent pour passer les actes prévus par l'article 9 de la loi du 27 mai 1870.

Le droit d'expropriation pour cause d'utilité, moyennant l'autorisation du Gouvernement, a été conféré par la loi du 18 août 1907 aux associations intercommunales ayant pour objet l'établissement et la création de distributions d'eau.

Toutes les raisons qui ont été invoquées à cette époque pour justifier l'octroi de ce privilège sont, *a fortiori*, d'application en ce qui concerne la Société nationale des distributions d'eau.

Il paraît inutile de justifier plus longuement une disposition que les Chambres ont déjà adoptée.

ARTICLE 12.

La Société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui, à exécuter sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'État, des provinces et des communes tous les travaux que comportent l'établissement et le maintien en bon état de ses services de distribution d'eau.

L'occupation doit respecter l'usage auquel est affecté le domaine public; elle n'entraîne aucune dépossession.

La procédure à suivre est celle fixée par la loi du 28 mai 1898 étendant les pouvoirs du Gouvernement en matière téléphonique, étant entendu que le règlement des indemnités à allouer éventuellement est à charge de la Société nationale.

Dans l'exécution de ses travaux, la Société nationale des distributions d'eau aura fréquemment l'occasion d'établir certains de ses ouvrages dans des terrains faisant partie du domaine public : il pourra être opportun, par exemple, de construire une galerie de drainage sous un chemin, d'emprunter la voirie pour le placement des conduites ou des appareils de distribution; d'autres fois, on sera astreint par les nécessités locales à passer sous un canal, un cours d'eau.

Il est généralement admis qu'un décret d'utilité publique donne, *ipso facto*, à une commune ou à une association intercommunale le droit d'utiliser ainsi le domaine public et de passer outre aux oppositions qui se feraient jour de la part d'autres communes dont on traverse le territoire. Mais cette manière de voir a parfois été contestée.

Pour éviter toute discussion ultérieure et se mettre à l'abri des changements d'interprétation et de jurisprudence, il a paru indispensable de conférer de manière expresse à la Société nationale le pouvoir, moyennant autorisation du Gouvernement, d'exécuter sur ou sous le domaine public les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien de ses services de distribution d'eau.

L'exercice de ce pouvoir, à défaut duquel les entreprises de la société risqueraient d'être entravées à tout moment, est entouré de réserves et garanties identiques à celles qui se trouvent précisées dans la loi du 28 mai 1898 sur les droits du Gouvernement en matière téléphonique. L'arrêté d'autorisation pourra d'ailleurs imposer toutes les conditions qui seraient reconnues nécessaires pour sauvegarder les divers intérêts en cause.

Il est bien entendu que le fait, pour la société, d'occuper par ses installations une partie du domaine public, ne change en rien le caractère de celui-ci.

ARTICLE 13.

La société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui :

1° A céder à une commune, ou à une association de communes placée sous le régime de la loi du 18 août 1907, tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau ;

2° A cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés détenteurs des parts sociales souscrites pour la création de ce service.

Il importe de prévoir le cas où la Société nationale des distributions d'eau serait amenée à céder, totalement ou partiellement, l'un de ses services à une commune ou à une association intercommunale : il se peut, en effet, qu'il se forme, dans une région où la société possède déjà des installations, une organisation indépendante d'elle, ayant pour objet l'alimentation de la région et qui, logiquement, devrait pouvoir disposer, pour faire œuvre bien équilibrée, des ouvrages appartenant à la Société nationale.

Il n'y a aucun motif de mettre un obstacle absolu à la réalisation d'une combinaison de l'espèce, qui peut être de l'intérêt bien entendu de tous.

On remarquera que la cession est subordonnée à l'approbation du Roi et qu'elle ne pourra être faite qu'à une commune ou à un groupe de communes ; pour conserver au service son but d'utilité publique, en vue duquel il a été établi, il convient d'exclure toute idée de vente à des particuliers.

L'article 13 soumet, d'autre part, à l'approbation de l'État, toute décision de la société tendant à cesser l'exploitation d'un de ses services. Cette éventualité, pour rare qu'elle doive être, doit cependant être envisagée. Des circonstances impérieuses peuvent placer la société dans une situation presque inextricable et l'amener à renoncer à poursuivre l'exploitation d'une de ses distributions ; l'intervention du Gouvernement, imposée par la loi, permettra d'éviter que pareille décision, grave en elle-même, ne soit prise hâtivement ou inconsidérément.

ARTICLE 14.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et, à cette fin, d'exiger d'elle tous états et renseignements.

Il a la haute surveillance des travaux exécutés par la société et des installations qu'elle a créées.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit à l'intérêt général.

Les dispositions insérées dans cet article et organisant le contrôle de l'État sur les opérations de la Société nationale se retrouvent dans toutes les lois relatives à des groupements de communes : loi portant création de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, loi autorisant les associations de communes pour l'exploitation de ces chemins de fer, loi sur les associations intercommunales pour la création de distributions d'eau, loi budgétaire autorisant le Gouvernement à approuver les statuts de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles, etc. ; elles se justifient d'elles-mêmes.

Il a cependant été nécessaire d'ajouter une stipulation nouvelle à celles que renferment ces diverses lois : la tâche que la Société nationale des distributions d'eau aura à remplir touche aux plus hauts intérêts hygiéniques ; la santé publique d'une très grande partie de la population du royaume dépendra du soin qu'elle apportera dans l'accomplissement de sa mission, de la façon plus ou moins attentive, plus ou moins intelligente dont elle entretiendra et surveillera ses ouvrages de captage, en écartera les causes de pollution, dirigera l'exploitation de ses usines d'épuration : la moindre négligence dans ce domaine peut avoir des conséquences fatales et provoquer l'éclosion d'épidémies graves.

Au moment où les questions d'hygiène sont plus que jamais à l'ordre du jour, où l'on réclame de toutes parts une intervention plus énergique du pouvoir central, il serait inadmissible que l'État ne se réserve pas tout au moins le droit de faire surveiller directement par ses agents les travaux et les installations de la Société nationale, afin d'avoir l'assurance que celle-ci ne faillit pas à sa mission. Le texte de l'article 14 lui confère les pouvoirs nécessaires à cette fin.

ARTICLE 15.

La Société est exempte du droit de patente, de la contribution foncière sur les immeubles affectés directement à l'établissement ou à l'exploitation de ses services de distribution d'eau, ainsi que de toute taxe ou redevance au profit des provinces et des communes du chef de ces immeubles et des objets ayant la même affectation.

Les exemptions du timbre et des droits ou de la formalité de l'enregistrement établies pour certains actes, titres, écrits et affiches concernant les sociétés coopératives et la société nationale des chemins de fer vicinaux, sont applicables à ceux de même nature qui concernent la Société nationale des distributions d'eau.

Les avantages fiscaux concédés par cet article à la future Société nationale ont été accordés à sa devancière ; elle a tous les titres pour en bénéficier comme celle-ci.

ARTICLE 16.

Chaque année, le Ministre qui a l'administration du Service de santé et de l'hygiène dans ses attributions, dépose sur le bureau des Chambres un rapport du Conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires de la société; il y joint le dernier bilan.

ARTICLE 17.

La société se conformera aux lois sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Il serait superflu de commenter la teneur de ces deux derniers articles du projet de loi; la raison d'être des stipulations qu'ils renferment apparaît clairement.

Le Ministre de l'Intérieur,

PAUL BERRYER.

**Projet de loi instituant une Société
nationale des distributions d'eau.**

**Ontwerp van wet tot inrichting van
eene Nationale Maatschappij der
waterleidingen.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur suit,
sera présenté, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre de
l'Intérieur :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à ap-
prouver les statuts d'une société qui
sera constituée sous la dénomination
de Société nationale des distributions
d'eau et qui aura pour objet l'étude,
l'établissement et l'exploitation de ser-
vices publics de distributions d'eau.

Toute modification ultérieure de ces
statuts doit être approuvée par le Roi.

ART. 2.

La Société sera constituée dans la
forme des sociétés coopératives et jouira,
sans perdre son caractère civil, des avan-
tages accordés par la loi aux sociétés
commerciales.

Les associés ne peuvent s'engager
que divisément et jusqu'à concurrence
d'une certaine valeur.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal, in Onzen naam, door Onzen
Minister van Binnenlandsche Zaken aan
de Wetgevende Kamers voorgelegd
worden :

ARTIKEL EÉN.

De Regeering is gemachtigd de stand-
regelen goed te keuren eener maat-
schappij welke zal tot stand gebracht
worden onder den naam van Nationale
Maatschappij der waterleidingen en
welke voor doel zal hebben het bestu-
deeren, het oprichten en het uitbaten
van openbare waterleidingsdiensten.

Elke latere wijziging van die stand-
regelen moet door den Koning goedge-
keurd worden.

ART. 2.

De Maatschappij zal ingericht worden
onder den vorm der naamlooze vennoot-
schappen en zal, zonder haren burger-
lijken aard te verliezen, de voordeelen
genieten door de wet aan de handels-
vennootschappen toegekend.

De vennoten mogen zich slechts
afzonderlijk en tot beloop eener zekere
waarde verbinden.

ART. 3.

Les statuts seront conformes aux principes consacrés par la présente loi et aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il ne soit pas nécessaire de déroger à ces dernières en raison de la nature spéciale de la Société.

Les dérogations devront être expressément mentionnées dans les statuts.

ART. 4.

La Société a une durée illimitée; sa dissolution ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi, qui règlera le mode et les conditions de la liquidation.

ART. 5.

Indépendamment du capital initial de la Société, affecté aux études et aux frais intéressant l'ensemble des services, et qui est souscrit par l'État et par les provinces, le capital social se compose d'autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de distribution d'eau; ces parts peuvent être souscrites par l'État, les provinces, les communes, les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers.

L'intervention de l'État dans la formation du capital social ne pourra dépasser la moitié du capital initial de la Société, ni le tiers de chacune des séries de parts, à moins, en ce qui concerne ces dernières, qu'une loi n'en dispose autrement ou qu'il s'agisse d'une souscription temporaire, faite en lieu et place de communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

ART. 3.

De standregelen zullen overeenkomen met de voorschriften der huidige wet en de beschikkingen der wetten op de handelsvennootschappen, voor zoover van deze laatsten niet moet worden afgeweken uit hoofde van den bijzonderen aard der Maatschappij.

Van de afwijkingen moet in de standregelen uitdrukkelijk melding worden gemaakt.

ART. 4.

De duur der Maatschappij is onbeperkt; hare ontbinding kan maar uitgesproken worden krachtens eene wet, die de wijze en de voorwaarden harer vereffening zal regelen.

ART. 5.

Benevens het eerst te storten kapitaal der Maatschappij, bestemd voor de studiën en onkosten betreffende de diensten in hun geheel, en dat door den Staat en de provinciën ingeschreven wordt, is het maatschappelijk fonds samengesteld uit zooveel reeksen aandeelen als er diensten van waterleiding bestaan; die aandeelen mogen ingeschreven worden door den Staat, de provinciën, de gemeenten, de godshuizen, de bureelen van weldadigheid en de bijzonderen.

De tusschenkomst van den Staat in het vormen van het maatschappelijk fonds zal noch de helft van het aanvangsfonds der Maatschappij, noch het derde van elke reeks aandeelen overschrijden, tenzij eene wet voor deze laatsten er anders over beschikke of tenzij het eene tijdelijke inschrijving geldt, in de plaats der gemeenten wier onmiddellijke toetreding men niet heeft kunnen bekomen.

L'État, les provinces et les communes sont autorisés à se libérer de leurs souscriptions par annuités. Leurs parts, ainsi que celles des hospices et des bureaux de bienfaisance, sont nominatives et peuvent être cédées avec l'approbation du Roi.

ART. 6.

Chaque service distinct de distribution d'eau fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité sociale.

Ce compte comporte, en dépenses, la quote-part du service dans les frais généraux de la Société nationale.

Les statuts devront prévoir :

1° La constitution d'une réserve commune à tous les services ;

2° La formation, pour chaque service, d'un fonds de prévision, destiné aux extensions et améliorations de ce service, et alimenté par l'excédent de bénéfices qui resterait disponible après prélèvement du dividende prévu à l'article 7 ;

3° La ristourne du surplus des bénéfices de chaque service aux communes et aux particuliers qui sont clients de ce service.

ART. 7.

Le dividende annuel à allouer éventuellement ne peut dépasser :

1° Pour les communes, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement de la partie du capital qu'elles ont versée, ou le montant de l'annuité qu'elles ont souscrite, si elles ont choisi le mode de libération prévu au dernier alinéa de l'article 5.

De Staat, de provinciën en de gemeenten mogen hunne inschrijvingen door jaarlijksche stortingen aflossen. Hunne aandeelen, alsook deze der godshuizen en der weldadigheidsbureelen, zijn op naam en kunnen mits goedkeuring van den Koning afgestaan worden.

ART. 6.

Voor elken waterleidingsdienst wordt in de maatschappelijke rekening eene bijzondere rekening gehouden.

Deze bijzondere rekening bevat als uitgaven het aandeel van den dienst in de algemeene onkosten der Nationale Maatschappij.

In de standregelen worden voorzien :

1° Het instellen van een gemeenschappelijk reservefonds voor al de diensten ;

2° Het inrichten, voor elken dienst, van een voorzorgfonds bestemd voor het uitbreiden en verbeteren van dien dienst en gestijfd met het overschot der winsten, dat beschikbaar zou blijven na aftrok van het winstaandeel voorzien onder artikel 7 ;

3° De teruggave van het overige der winsten van elken dienst aan de gemeenten en aan de bijzonderen die klanten zijn van dezen dienst.

ART. 7.

Het mogelijk toe te kennen jaarlijksch winstaandeel is beperkt :

1° Voor de gemeenten, ofwel tot de som overeenstemmende met den intrest en de aflossing van het deel van het kapitaal door hen gestort, of wel tot het bedrag der jaarlijksche storting voor dewelke zij ingeschreven zijn, indien zij voor de kwijting de wijze verkozen hebben voorzien onder het laatste lid van artikel 5.

Dans les deux cas, le nombre d'années à prendre comme base de l'annuité ou de l'amortissement, ainsi que le taux de l'intérêt sont fixés, pour chaque service, lors de la constitution du capital;

2° Pour les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers, 4 % des versements effectués.

Il n'est alloué aucun dividende aux parts de l'État et des provinces.

ART. 8.

La Société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les provinces et l'État.

Le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement de ces emprunts et obligations; les engagements de l'État, comme garant, ne peuvent dépasser les sommes fixées par la loi.

ART. 9.

La Société est administrée par un Conseil et un directeur général.

Le Conseil d'administration est formé d'un président et d'administrateurs dont le nombre, qui ne pourra dépasser six, est fixé par le Gouvernement.

Le président, la moitié des membres du Conseil d'administration et le directeur général sont nommés par le Roi; les autres membres du Conseil sont nommés par l'assemblée générale.

Les statuts règlent ce qui a trait aux

In de beide gevallen wordt voor elken dienst het aantal jaren, dat als grondslag voor de jaarlijksche afkorting of voor de aflossing moet genomen worden, alsook het bedrag van den intrest, vastgesteld op het oogenblik van het bijeenbrengen van het kapitaal;

2° Voor de godshuizen, de weldadigheidsbureelen en de bijzonderen, tot 4 % der gedane stortingen.

Voor de aandeelen van den Staat en van de provinciën wordt geen winst-aandeel toegekend.

ART. 8.

De Maatschappij mag leeningen aangaan of schuldbrieven uitgeven in tegenwoordiging der jaarrenten haar verschuldigd door de gemeenten, de provinciën en den Staat.

De Regeering is gemachtigd tegenover derde personen, onder voorwaarden door haar te bepalen, den intrest en de aflossing van die leeningen en schuldbrieven te waarborgen; de verbintenissen van den Staat als borg mogen de sommen door de wet bepaald niet overtreffen.

ART. 9.

De Maatschappij wordt beheerd door eenen Raad en een algemeenen bestuurder.

De Beheerraad bestaat uit eenen voorzitter en uit beheerders wier getal, dat de zes niet mag te boven gaan, door de Regeering bepaald wordt.

De voorzitter, de helft der leden van den Beheerraad en de algemeene bestuurder worden door den Koning benoemd; de andere leden van den Raad worden benoemd door de algemeene vergadering.

Al hetgeen den werkkring, de bezol-

attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions du président, des administrateurs et du directeur général.

ART. 10.

Le contrôle des opérations de la Société est assuré par un Comité de surveillance nommé par l'assemblée générale.

Les statuts fixent le nombre des membres, la durée de leur mandat, ainsi que le montant des jetons de présence qui peuvent leur être attribués.

ART. 11.

La Société pourra être autorisée à poursuivre en son nom l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le gouverneur de la province dans laquelle sont situés les immeubles à exproprier est compétent pour passer les actes prévus par l'article 9 de la loi du 27 mai 1870.

ART. 12.

La Société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui, à exécuter sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'État, des provinces et des communes, tous les travaux que comportent l'établissement et le maintien en bon état de ses services de distribution d'eau.

L'occupation doit respecter l'usage auquel est affecté le domaine public; elle n'entraîne aucune dépossession.

La procédure à suivre est celle fixée

diging en den duur der bediening van den voorzitter, der beheerders en van den algemeenen bestuurder betreft, wordt door de standregelen geregeld.

ART. 10.

Het toezicht op de werkzaamheden van de Maatschappij wordt uitgeoefend door een Comiteit van toezicht door de algemeene vergadering benoemd.

De standregelen stellen het getal leden vast, den duur van hun mandaat, alsook het bedrag der aanwezigheidspenningen welke hun toegekend kunnen worden.

ART. 11.

De Maatschappij kan gemachtigd worden, in haren naam, de onteigening wegens openbaar nut in rechten te vervolgen.

De gouverneur der provincie waar de onroerende goederen, welke moeten onteigend worden, gelegen zijn, is bevoegd tot het verlijden der akten voorzien bij artikel 9 der wet van 27 Mei 1870.

ART. 12.

De Maatschappij kan door de Regearing gemachtigd worden, onder de voorwaarden door deze te bepalen, op of onder de plaatsen, banen, straten, wegen, waterloopen en vaarten, welke van het openbaar domein van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten deel uitmaken, al de werken uit te voeren die het inrichten en het onderhouden van hare diensten van waterleiding medebrengen.

De bezetting moet het gebruik eerbiedigen dat van het openbaar domein gemaakt wordt; zij heeft hoegenaamd geene berooving van bezit voor gevolg.

De na te leven rechtsvormen zijn die

par la loi du 28 mai 1898 étendant les pouvoirs du Gouvernement en matière téléphonique, étant entendu que le règlement des indemnités à allouer éventuellement est à charge de la Société nationale.

ART. 13.

La Société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui :

1° A céder à une commune ou à une association de communes placée sous le régime de la loi du 18 août 1907, tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau ;

2° A cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés détenteurs des parts sociales souscrites pour la création de ce service.

ART. 14.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la Société et, à cette fin, d'exiger d'elle tous états et renseignements.

Il a la haute surveillance des travaux exécutés par la Société et des installations qu'elle a créées.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit à l'intérêt général.

ART. 15.

La Société est exempte du droit de patente, de la contribution foncière sur les immeubles affectés directement à l'établissement ou à l'exploitation de ses services de distribution d'eau, ainsi

bepaald door de wet van den 28^{en} Mei 1898 tot uitbreiding van de macht der Regeering in zake telephoon, met dien verstande dat het regelen der vergoedingen, welke gebeurlijk toe te kennen zijn, ten laste vallen der Nationale Maatschappij.

ART. 13.

De Maatschappij kan door de Regeering gemachtigd worden, onder de voorwaarden door deze vast te stellen :

1° Aan eene gemeente of aan eene vereeniging van gemeenten geplaatst onder het beheer der wet van den 18 Oogst 1907, een van hare waterleidingsdiensten in zijn geheel of gedeeltelijk over te laten ;

2° Het uitbaten van een harer diensten te staken, op voorstel van de meerderheid der vennoten houders der maatschappelijke aandeelen welke voor het inrichten van dien dienst ingeschreven werden.

ART. 14.

De Regeering bezit het recht toezicht te houden op al de verrichtingen der Maatschappij en, te dien einde, van haar alle stukken en inlichtingen te vergen.

Zij oefent hooger toezicht uit op al de werken door de Maatschappij uitgevoerd en op al de inrichtingen door deze tot stand gebracht.

Zij mag zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel dien zij strijdig acht 't zij met de wet, 't zij met de standregelen, 't zij met het algemeen belang.

ART. 15.

De Maatschappij is ontslagen van het patentrecht, van de grondbelasting op de onroerende goederen welke rechtstreeks voor het inrichten of het uitbaten harer waterleidingsdiensten gebruikt

que de toute taxe ou redevance au profit des provinces et des communes du chef de ces immeubles et des objets ayant la même affectation.

Les exemptions du timbre et des droits ou de la formalité de l'enregistrement établies pour certains actes, titres, écrits et affiches concernant les sociétés coopératives et la Société nationale des chemins de fer vicinaux, sont applicables à ceux de même nature qui concernent la Société nationale des distributions d'eau.

ART. 16.

Chaque année, le Ministre qui a l'administration du service de santé et de l'hygiène dans ses attributions dépose sur le bureau des Chambres un rapport du Conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires de la Société; il y joint le dernier bilan.

ART. 17.

La Société se conformera aux lois sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

ART. 18.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 9 novembre 1912.

worden, alsook van alle taks of recht ten bate der provinciën en der gemeenten uit hoofde van die onroerende goederen en van de voorwerpen welke voor hetzelfde doel benuttigd worden.

De vrijstellingen van zegel, van registratierechten of van registratie voor zekere akten, titels, geschriften en plakbrieven der samenwerkende maatschappijen en der Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, zijn toepasselijk op die van denzelfden aard welke de Nationale Maatschappij der waterleidingen betreffen.

ART. 16.

Ieder jaar legt de Minister, welke het beheer van den gezondheidsdienst in zijne bevoegdheid heeft, aan het bureau der Kamers een verslag van den Beheerraad voor waarin de toestand der zaken van de Maatschappij wordt bekend gemaakt; hij voegt er het laatste bilan bij.

ART. 17.

De Maatschappij zal de wetten over het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurlijke zaken naleven.

ART. 18.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, den 9^{en} November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

**Wetsontwerp tot inrichting van eene Nationale Maatschappij
der waterleidingen.**

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In den loop van den wetgevenden zitting 1911-1912, heeft de Regeering, bij monde van den Minister van Binnenlandsche Zaken, de verbintenis aangegaan een grondig onderzoek te doen van het vraagstuk der stichting van een centraal organisme, voor zending hebbende de drinkwatervoorziening van geheel het land te verzekeren op de wijze die het best strookt met de belangen van iedereen.

Zij heeft hare belofte gehouden en brengt U heden den uitslag harer studies; deze hebben haar geleid tot de meening dat het vraagstuk eene gelukkige oplossing medebracht, gemakkelijk te verwezenlijken en beantwoordend op de beste en meest geschikte wijze aan de noodwendigheden van den toestand. Die oplossing is het voorwerp van het ontwerp van wet, dat zij de eer heeft aan uwe beraadslagingen voor te leggen.

Om te beseffen hoever dit ontwerp reikt, om te oordeelen over den vooruitgang waarvan het de verwezenlijking zal toelaten, als het tot wet zal geworden zijn, is het van belang zich te doordringen van de werkwijze die heden gevolgd wordt in zake van het aanleggen der waterleidingsdiensten, van de gebreken waarmede zij behebt is en van de spijtige gevolgen die er noodzakelijk uit voortvloeien.

In zeer algemeenen regel, zijn onze waterleidingen ontstaan uit het

initiatief der gemeenten; de diensten aangelegd en uitgehaat door particuliere vennootschappen zijn zoo zeldzaam en zoo uitzonderlijk dat het de moeite niet waard is er over te spreken. Het is dus, in hoofdzaak, de plaatselijke overheid die aan den vakman, dien zij verkozen heeft, het programma oplegt dat moet gevolgd worden voor de studie van het ontwerp der inrichting; zij is het die de uitvoering van dit ontwerp tot een goed einde brengt en die later de werking van den dienst en zijne uitbreiding verzekert.

Het is dan ook niet verwonderlijk dat de werkkring van het meerendeel dezer diensten nauw beperkt is tot de grenzen van de gemeente. Elk hunner is afzonderlijk bestudeerd geworden en tot stand gebracht, onder de ingeving van een dikwerf particularist gemeentebestuur, met de eenige bekommernis de plaatselijke belangen te voldoen en met de vrijwillige, voorbedachte miskennis van de noodwendigheden der nabij gelegene agglomeraties. Elke waterleiding maakt alzoo eene afzonderlijke inrichting uit, geheel onafhankelijk van degenen welke haar omringen.

Ook tot welke ontzettende waarnemingen komt men niet, wanneer men, in plaats van ze achtereenvolgens te onderzoeken, ze in groep beschouwt, afgezien van de scheidsgrenzen der gemeenten! Deze diensten, die, afzonderlijk genomen, misschien zeer wel aangelegd zijn, vormen een geheel waar alle gezonde opvatting uit verbannen is: de verdeling der waters beantwoordt aan geen enkelen regel en schijnt op goed-valt-het-uit gedaan te zijn; de leidingen zijn in malkander verward of in dubbel aangelegd zonder dat dit door iets verrechtvaardigd wordt; de pompinrichtingen, de vergaarbakken zijn nutteloos vermenigvuldigd geworden, en bij eene aandachtige overweging blijken de overvloedige zaken ontelbaar.

Zulksdanige uitslag, bijzonder spijtig van economisch standpunt uit, is een onvermijdelijk gevolg van de heden in voege zijnde gebruiken; het is licht begrijpelijk dat het volslagen gebrek aan overzicht op het geheel en aan een algemeen programma daartoe noodzakelijk moest leiden. Er bestaat dus, in het belangrijk werk dat onze gemeenten verwezenlijkt hebben op het gebied der openbare drinkwatervoorziening, een onloochenbaar gebrek aan eenheid, aan samenbrengen en aan gezonde opvatting.

Het is voorzeker moeilijk redding te verschaffen, *a posteriori*, aan zulken staat van zaken. Maar het is mogelijk te beletten dat hij vernieuwd wordt voor de in de toekomst op te richten diensten. Het volstaat, om dat doel te bereiken, vastberaden van werkwijze te veranderen; te verzaken aan het oplossen van ieder vraagstuk afzonderlijk, zonder zich te bekommeren om diegenen waarmede het verbonden is; in een woord, de zaak in haar geheel en in gansch hare algemeenheid te bestudeeren, rekening houdende met al de factors die ze medebrengt, voor de streken van het land waar ze tot hiertoe nog niet genoegzaam opgelost is.

Eene andere reden moet de openbare machten doen besluiten tot het aanvatten dezer studie.

Als men een oogslag werpt op eene kaart der waterleidingen van België, is men aanstonds getroffen door de zeer ongelijke verdeeling der bestaande diensten in het koninkrijk : zeer talrijk in Hoog-België, worden zij zeldzamer naar gelang men afzakt naar de vlakten van Brabant, der twee Vlaanderen, der provincie Antwerpen en van Limburg. Bij nadere overweging hoeft dit feit ons niet te verwonderen : terwijl, over het algemeen, de gemeenten gelegen ten Zuiden der Samber en der Maas in hunne onmiddellijke nabijheid den noodigen watervoorraad vinden voor het oprichten van waterleidingen en deze dus met weinig kosten kunnen aanleggen, bezitten de lage Noorderstreken meestendeels zulkdanige rijkdommen niet in hunnen ondergrond. Om daar waterleidingen in te richten is het noodig, als men zich niet bevredigt met de voorafgaandelijk gezuiverde oppervlakte-waters, het water ver te gaan zoeken, op afstanden soms 100 en zelfs meer kilometer bedragend. Van het oogenblik dat aldus de straal waarin de opzoekingen kunnen geschieden uitgebreid wordt, komen er noodzakelijk een aantal oplossingen voor den geest, ieder hunne voor- en nadeelen hebbende en waartusschen de belanghebbende gemeenten machteloos zijn een keus te doen. Enkel een vergelijkend onderzoek der verschillende ontwerpen, rekening houdende niet alleen met de noodwendigheden der beschouwde streek, maar ook met die van het land in zijn geheel, zal toelaten met zekerheid vast te stellen welke, onder al de voorgestelde stelsels van bevoorrading, datgene is welk de voorkeur verdient.

Eindelijk, eene derde reden — en deze is zeker wel de voornaamste — is van aard eene onmiddellijke en krachtdadige tusschenkomst te verrechtvaardigen : op de 7 millioen en half inwoners die België telt, zijn er meer dan 4 millioen en half beroofd van de weldaden eener waterleiding ; bijna geheele provinciën moeten zich nog bepalen bij eene bevoorrading door middel van private putten, die over het algemeen eene onvoldoende hoeveelheid water opleveren, dat daarbij altoos verdacht is. De provincie Antwerpen uitgezonderd, waar studies aangevangen zijn, bestaan er nergens teekens die toelaten te hopen dat deze toestand, betreurenswaardig voor de algemeene volksgezondheid, weldra zal veranderen. Het is te vreezen, integendeel, zoo de oude werkwijzen blijven voortbestaan, dat hij zich zal bestendigen en er bestaat groot gevaar dat alles gedurig op hetzelfde punt zal blijven zoo op de eene of de andere wijze geene hulp geboden wordt aan de bevolking die er het slachtoffer van is. Nu, het is buiten kijf dat niets in dien zin zal kunnen gedaan worden zoolang men niet met juistheid den watervoorraad zal kennen die kan verschaft worden aan de streken waar hij ontbreekt, 't zij dat het geldt van natuur zuivere waters, 't zij dat men waters wil benuttigen die voorafgaandelijk gezuiverd zijn door een der menigvuldige stelsels welke de wetenschap heden in ons bereik stelt. Deze

voorraad wordt zeldzaam; hij moet met overleg gebruikt worden, ten einde van dit kostbaar kapitaal de grootste opbrengst mogelijk te bekomen. Ook onder dit opzicht dringt zich eene studie van het geheel op.

Dit kort overzicht doet begrijpen dat, om de dwalingen uit het verleden te vermijden en om met zekerheid de baan van nieuwen vooruitgang op te gaan, het allernoodzakelijkst en, meer nog, allerdringendst is, de zaak eens voor goed in gansch haren omvang te aanschouwen; met juistheid vast te stellen hoe men ze wil oplossen, in den geest der gezonde rede en der welbegrepen spaarzaamheid; met een woord, *een beredeneerd en volledig programma te omlijnen voor de werken die moeten uitgevoerd worden om goed drinkbaar water te verschaffen aan al de deelen van het land.*

Dat is een zeer uitgebreid werk.

Eerst en vooral zal van kortbij en nauwkeurig de toestand der drinkwaterbevoorrading van al de streken van België moeten opgenomen worden, zoodanig dat er voor ieder van hen kunne afgeleid worden de maat der behoeften, 't is te zeggen de hoeveelheid water die er onmisbaar is opdat de eischen der volksgezondheid daar zouden kunnen aanzien worden als gansch bevredigd.

Vervolgens zal de inventaris moeten opgemaakt worden van den *watervoorraad*, 't zij zichtbaar, 't zij verborgen, die beschikbaar blijft in de verschillende streken en die zou kunnen benuttigd worden, in ruwen staat of na zuivering, voor de opénbare watervoorziening.

Deze opgaven voltooid zijnde, zal nog voor iedere gouw de *watervoorraad* met de *behoeften* moeten vergeleken worden; de verschillen, die nu gunstig en dan ongunstig zullen zijn, zullen moeten berekend worden, om eindelijk een logisch verdeelings- of benuttigingsplan op te stellen van de *overschotten* die hier zullen waargenomen worden om het *tekort* te dekken dat elders zal voorkomen.

In het bezit van zulk plan, zal men met gezag kunnen bevestigen dat zulke groep gemeenten moet bevoorraad worden, zoowel voor hare eigene belangen als voor de algemeene belangen van het land, door zulk middel, door zulk wel bepaald stelsel, en niet door zulk ander. Er zou dus met vastberadenheid verzaakt worden aan de werkwijze die enkel steunt op gewoonte en die heden alleén in zwang is, om er toe te komen een wetenschappelijk beredeneerden keus te doen tusschen de verschillende mogelijke oplossigen.

Onbetwistbaar ware dit een overgroote vooruitgang ten opzichte van den huidige toestand. Maar het is licht begrijpelijk dat, beperkte men zich daarbij, de taak niet zou voltooid zijn. Het is niet alles het programma van een werk op te stellen, hoe kloek het ook ineensteekt; het is noodig dat programma te verwezenlijken. Wanneer de wijze waarop eene gegevene streek moet bevoorraad worden vastgesteld is door het onderzoek waarvan wij de noodzakelijkheid bewezen hebben, zal bij de gemeenten

dier streek een waar apostelschap moeten ondernomen worden, om hun de noodzakelijkheid te toonen van eene waterleiding, hen te overtuigen van de voordeelen die zulke dienst zou opleveren voor hunne inwoners, en hen alzoo te doen besluiten met den Staat en de provincie de noodige gelden te verzamelen voor het bestudeeren van een ontwerp. Vervolgens, dit ontwerp gemaakt zijnde, zal men een verdeelingsplan der uitgaven van eerste inrichting en van uitbating moeten goedkeuren, de noodige kapitalen verzamelen voor het uitvoeren der werken en eindelijk, de inrichting tot stand gebracht zijnde, het goed onderhoud en de werking ervan verzekeren.

Als men er wel wil op nadenken dat dit lang en geduldvergend propagandawerk zal moeten verricht worden in al' de deelen van het land waar het vraagstuk van het drinkbaar water nog hangend is, zal men licht de uitgestrektheid meten van de taak die nog te vervullen blijft.

Uit het bovenstaande blijkt dat na het studie- en opzoekingsstadium waarmede noodzakelijk zal moeten begonnen worden, onmiddellijk een uitvoering- en verwezenlijkingstadium zal volgen, dat veruit het langste en het gewichtigste zal zijn. Die twee tijdperken der onderneming, welke overigens naar alle waarschijnlijkheid gedeeltelijk het een over het ander zullen schuiven, zouden moeilijk van elkander kunnen gescheiden worden : het een is het natuurlijk en logisch gevolg van het ander, en het is redelijk dezelfde macht, hetzelfde organisme te belasten met het tot een goed einde brengen van het onderzoek en met het in feit overzetten van de besluitselen die er zullen uit voortvloeien; een ontwerp zou niet beter kunnen verwezenlijkt worden dan door dengene welke het opgevat heeft.

Welk zal dit organisme zijn? Aan wien de zorg toevertrouwd deze dubbele en uitgebreide zending te vervullen?

Het eerste denkbeeld dat voor den geest rijst is de Staat zelf dien last op zich te zien nemen; het betreft, inderdaad, eene zaak waarbij gansch het land, het grootste deel der bevolking belang heeft en die moet onderzocht worden den blik gericht boven de zuiver plaatselijke of gewestelijke beschouwingen. De tusschenkomst van het centraal bestuur is dus heel natuurlijk, en werkelijk zal, naar onze meening, niemand betwisten dat zij noodig is of zelfs dat zij overwegend moet zijn.

Maar moet zij elk andere tusschenkomst uitsluiten?

De Regeering is van dat gedacht niet; zij is overtuigd dat zulke centralisatiemaatregel zich geenszins opdringt en dat hij, integendeel, spijtige gevolgen zou medeslepen. Volgens haar oordeel, ware de uitsluiting der gemeenten volstrekt niet te verrechtvaardigen, daar het een domein geldt dat tot hiertoe het hunne geweest is; men moet integendeel hunne medehulp, hunne samenwerking inroepen, ze deelachtig maken aan de onderneming die voor hen zal beproefd worden en waarvan het welslagen hen meer dan wie ook aanbelangt. Hun geheel afgewerkte, zonder hunne tusschen-

komst door het centraal bestuur vastgestelde oplossingen willen opdringen, zou gelijk staan met de onderneming aan mislukken te wijden.

Het is niet langs dien kant dat het middel van welslagen moet gezocht worden.

Misschien zou men, tegen de beschouwingen in waarop wij ons beroepen hebben, kunnen voorstellen de onderneming te splitsen : de Staat zou zich belasten met het voorafgaandelijk onderzoek en zou een algemeen benuttigingsplan der drinkwaters opstellen, dat er de slotsom zou van zijn; de verwezenlijking van dit plan zou vervolgens toevertrouwd worden, 't zij aan private maatschappijen, 't zij aan intercommunale vereenigingen.

Wij zegden zooeven dat deze verdeeling van het werk weinig logisch zou zijn; zwaarwichtige opwerpen rijzen daarbij op tegen de uitvoeringswijze tot dewelke men bij het aanvaarden dezer oplossing zijnen toevlucht zou nemen.

De Regeering heeft, inderdaad, immer deze opvatting staande gehouden dat de waterleidingsdienst eene zaak van openbaar nut was en moest blijven, dat alle geest van winstbejag er moest uit verbannen en dat de belangen van hygienischen aard er moesten overheerschend zijn. Dit alles kan slechts verwezenlijkt worden door deze diensten in handen der openbare machten te houden, en is onverzoenbaar met de tusschenkomst der bijzondere yennootschappen, wier doel noodzakelijker wijze zal zijn winsten te verzamelen.

Anderzijds, ware het een begoocheling te rekenen op de intercommunale vereenigingen voor het uitvoeren van de verschillende punten van het programma dat door den Staat zou opgemaakt zijn. De wet van 18 Oogst 1907, die het bestaan dezer vereenigingen erkent, heeft onbetwistbaar diensten bewezen en het is wel te denken dat zij er nog zal bewijzen in de toekomst. Maar er mag haar niet meer gevraagd worden dan zij kan geven. Zoo die wet in zeer aanzienlijke maat het werk vergemakkelijkt heeft voor de gemeenten bezield met ondernemingsgeest, besloten vooruit te gaan, is zij gansch machteloos, de ondervinding heeft het getoond, bij hen den lijdelyken tegenstand te overwinnen en den wedijver, het verlangen om meer en beter te doen dan voorheen gedaan werd, wakker te roepen. Haar ontbreekt de drijfkracht, de veer die het werktuig moet in beweging brengen, en dit gebrek zal geensins verdwijnen alleen door het feit dat men eenige bakenstokken zal gezet hebben op de te volgen baan.

Om deze redenen heeft de Regeering ook deze tweede oplossing op zijde geschoven en zij is van meening, na rijp overwegen, dat in de samenwerking van den Staat, der provinciën en der gemeenten het beste middel gelegen is om den weg die tot het welgelukken leidt, te betreden : al deze openbare machten hebben om verscheidene redenen belang in het vraagstuk; allen moeten hunne krachtinspanningen vereenigen om het op te lossen.

Zulldanige vereeniging is voor ons geene nieuwigheid. Reeds op een ander terrein, in zake buurtspoorwegen, zijn de Staat, de provinciën en de gemeenten geroepen geweest samen te arbeiden voor een werk van algemeen nut, en zij hebben het gedaan met volkomen goeden uitslag : de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen, die zij gesticht hebben over vijfen twintig jaar, heeft in onze technische en bestuurlijke geschiedenis een der heerlijkste bladzijden geschreven en heeft getoond wat al kan bekomen worden door enee goed opgevatte werking der verschillende lidmaten der openbare macht. Wat bekomen is in zake spoorwegen, zal eene gelijkaardige vereeniging kunnen verwezenlijken in zake waterleidingen.

Het is dus het stichten eener *Nationale Maatschappij van waterleidingen*, verbond van den Staat, de provinciën en de gemeenten voor de drinkwatervoorziening van het land, dat de Regeering de eer heeft U, als besluit van zijn onderzoek, voor te stellen.

Aan deze Maatschappij zal de zorg opgedragen worden de studiën te ondernemen en de werken uit te voeren waarvan het programma hierboven is bepaald. Wij zullen er niet op terug komen.

De lezing van het ontwerp van wet dat bestemd is haar te dienen als stichtingskeure, toont aan dat zij een zeker getal punten zal gemeen hebben met hare voorgangster : zij zal haar namelijk haar vernuftig financieel raderwerk ontleenen, hetwelk van iedereen wel gekend is en ruimschoots bijgedragen heeft tot haar welgelukken.

Nochtans zal zij er op verscheidene andere punten van afwijken, om reden van den aard zelf der bewerkingen welke zij zal moeten verrichten. Alzoo geniet de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, ingevolge de wet die haar tot stand bracht, eene soort gematigd monopolium, in dezen zin dat zij een recht van voorrang, van voorkeur bezit voor het verleenen van de vergunningen der kleine spoorbanen.

Niets soortgelijks zal bestaan voor de Nationale Maatschappij der waterleidingen; het nieuw organisme zal groeien en zich ontwikkelen onder het beheer van de volledigst mogelijke vrijheid. Na hare stichting, zullen de gemeenten het recht hebben, gelijk zij het nu bezitten, door hen zelve en zooals zij het goedvinden hunne drinkwaterbevoorrading te verzekeren, of zich onderling te vereenigen, onder de hoede der wet van 1907, om met gemeenschappelijke onkosten eene gewestelijke waterleiding aan te leggen. De nieuwe wet zal hun enkel de mogelijkheid verschaffen eene derde oplossing te aanvaarden, namelijk deze zich tot de Nationale Maatschappij te wenden, met in de Maatschappij te treden en alzoo te genieten van hare medehulp, hare ondervinding, hare technische diensten en de financiële voordeelen die zij oplevert. Dus, geene verplichting noch monopolium van gelijk welken aard; volstrekte gelijkheid voor de gemeenten lid te worden of niet, volgens hunnen keus, van de nieuwe Maatschappij.

Ander onderscheid : de spoorbanen door de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen aangelegd, zijn het voorwerp van vergunningen door koninklijk besluit toegestaan en door de wet beheerscht. De waterleidingen welke de Nationale Maatschappij van waterleidingen zal tot stand brengen, zullen soortgelijk regiem niet kennen; zij zullen door haar ingericht worden zonder dat er eene andere vereischte gesteld wordt dan de toestemming, de eenvoudige goedkeuring der belanghebbende machten; het werk zal opgericht worden zonder dat het noodig weze, om zijne verwezenlijking te verzekeren, de bekrachtiging te bekomen van een koninklijk besluit of van eene vergunningsakte.

De nieuwe Maatschappij zal heer en meester zijn over hare tarieven, terwijl hare oudere zuster aan de hare niet mag raken zonder oorlof van de Regeering; de redenen, welke deze beperking van het recht van de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen ingegeven hebben, zouden, inderdaad, niet toepasselijk zijn wanneer er spraak is van waterleidingen.

Men zou de vergelijking nog verder kunnen doordrijven, maar dat schijnt niet van pas te komen, daar de verrechtvaardigende uitleg welke ieder der artikels van het ontwerp van wet vergezelt, uit doet schijnen waarin en om welke reden de voorgestelde beschikkingen afwijken van die in de wet van 24 Juni 1885 gelascht, welke bepaaldelijk de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen ingericht heeft.

Dit zijn, in breede trekken gemaald, de bijzonderste kenmerken van het nieuw organisme dat de Regeering U uitnoodigt tot het leven te roepen. Met dit ontwerp van wet aan de Kamers voor te leggen, heeft zij de overtuiging dat het aan eene ware noodzakelijkheid beantwoordt en dat het door allen met welbehagen zal onthaald worden. Reeds, gedurende de onderhandelingen welke zij met de provinciën geopend heeft ten einde zich te overtuigen of er gemeenschap van opvatting bestaat tusschen hen en haar nopens het na te streven doel en de geschikte middelen om dat doel te bereiken, heeft zij het meest aanmoedigend onthaal genoten; geene enkele tegenstrijdigheid van grondbeginsel heeft zich voorgedaan; de voorgestelde oplossing heeft, integendeel, de algemeene toestemming verworven en, als practisch besluit, hebben al de provincieraden, op haar verzoek, in hunne begrooting de noodige beschikbare sommen ingeschreven voor het samenbrengen van het kapitaal dat bestemd is voor het onderzoek hetwelk het vertrekpunt zal zijn van de werkzaamheden der Maatschappij.

Zoo de Wetgeving, op hare beurt, hare goedkeuring wel wil geven aan het voorstel der Regeering, zal België, binnen kort, voorzien zijn van eene instelling van openbaar nut, waarvan de weerga, bij onze weet, in geen ander land bestaat en die ruimschoots zal bijdragen tot het verbeteren der volksgezondheid.

ARTIKEL 1.

De Regeering is gemachtigd de standregelen goed te keuren eener maatschappij, welke zal tot stand gebracht worden onder den naam van Nationale Maatschappij der waterleidingen en welke voor doel zal hebben het bestudeeren, het oprichten en het uitbaten van openbare waterleidingsdiensten.

Elke latere wijziging van die standregelen moet door den Koning goedgekeurd worden.

Artikel 1 van het wetsontwerp, waardoor de Regeering gemachtigd wordt de standregelen van de Nationale Maatschappij der waterleidingen goed te keuren, is de herhaling eener beschikking der wet van 24 Mei 1884 inrichting houdende van de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen.

Wanneer die wet in 1885 herzien en gewijzigd werd, werden de standregelen der Maatschappij bij den nieuwen tekst toegevoegd; zij maken er om zoo te zeggen een geheel mede uit en mogen zonder de tusschenkomst van den wetgever niet meer gewijzigd worden. Het is licht begrijpelijk dat de Regeering niet geaarzeld heeft een bestendig karakter te geven aan een werk dat gedurende meer dan een jaar op de proef werd gesteld en waarvan men de waarde had kunnen schatten.

Het ware onvoorzichtig op dezelfde wijze te werk te gaan voor de Nationale Maatschappij der waterleidingen. Niemand zou durven bevestigen dat die standregelen, zooals zij in hunnen eersten vorm opgesteld zullen worden, geene verbeteringen zullen van noode hebben. Het feit, dat de nieuwe inrichting twee opeenvolgende stadium- zal doorloopen — het studiestadium en het uitvoeringstadium, — laat zelfs vermoeden dat de beschikkingen der statuten omwerkingen zullen vergen.

De voorgestelde tekst is opgesteld met het inzicht de mogelijke wijzigingen te vergemakkelijken, doordien de tusschenkomst van het Parlement niet geëischt wordt; misbruiken of moeilijkheden kunnen daaruit niet voortspruiten, omdat de hoofpunten van de inrichting der Maatschappij duidelijk door de wet zelve bepaald zijn.

Het voorwerp der op te richten Maatschappij is het *bestudeeren*, het *stichten* en het *uitbaten* van openbare diensten van waterleiding. Die woorden moeten in den breedsten zin opgevat worden; de Maatschappij zal niet alleenlijk nieuwe inrichtingen mogen stichten, maar ze vergrooten, ze uitbreiden, ze verbeteren; zij zal niet enkel mogen uitbaten de diensten welke zij zelve gesticht heeft, maar ook die welke zij zou gekocht of overgenomen hebben.

Naar gelang der omstandigheden, zal de uithating zeer verscheidene vormen aannemen. Ofwel zal de Maatschappij zich vergenoegen met het verkoopen van het water op de plaats van den opvang of bij het verlaten der zuiveringsinrichting, en den last van het ter bestemming voeren aan de

gemeenten overlaten ; ofwel zal zij zelve, door hare eigene buizen, of gebruik makende van leidingen die toebehooren aan derde personen, met dewelke eene minnelijke overeenkomst gesloten werd, het water tot aan de poorten der te bedienen agglomeraties voeren, alwaar het zal afgeleverd worden aan het plaat-elijk bestuur, welke het naar goeddunken zal uitdeelen ; ofwel nog zal de dienst der Maatschappij zich uitbreiden tot de kraan van den abonnent zelf, zonder tusschenkomst der gemeente in de uitbating. Alle die vormen kunnen aangenomen worden.

Slechts op één punt wil de Regeering in 't bijzonder drukken : het is wel verstaan dat in algemeenen regel en buiten enkele zeer zeldzame uitzonderingen welke het niet mogelijk is te voorzien, de uitbating rechtstreeks door de Nationale Maatschappij zal moeten gebeuren. In 't belang der volksgezondheid is het eene hoofdzaak dat de Maatschappij hare inrichtingen, vooral de werken voor wateropvang en waterzuivering, in eigen handen houde ; dat die inrichtingen onder haar onmiddellijk toezicht staan ; dat de verantwoordelijkheid hunner goede werking rechtstreeks op haar blijve berusten, en niet op een tusschengeplaatste persoon kunne overgedragen worden. De Regeering wil echter alle mogelijke gevallen voorkomen, en daarom heeft zij in de wet de verpachting niet uitdrukkelijk verboden ; maar volgens haar inziens moeten zich waarlijk uitzonderlijke omstandigheden voordoen om die oplossing toe te laten. De Nationale Maatschappij moet diensvolgens ingericht worden.

De tekst van het artikel bepaalt dat de door de Maatschappij in te richten en de uit te baten diensten het karakter van *openbare* diensten voor waterleiding moeten dragen ; er kan voor haar geen spraak zijn diensten in te richten welke de belangen der volksgezondheid niet zouden beoogen, maar eene loutere industricele bedoeling zouden hebben.

Het nieuw organisme wordt in het leven geroepen om in België dienst te doen. Het zou echter overdreven zijn, volstrekt te verbieden dat zijne bedrijvigheid zich uitstrekke tot de naburige vreemde gemeenten, zoo de gezonde rede dit vereischte. De wet werd op zulkdanige wijze opgesteld dat die mogelijke uitbreiding der diensten van de Maatschappij toegelaten is.

Het scheen overbodig te bepalen dat de Maatschappij haren zetel te Brussel zal hebben.

ARTIKEL 2.

De Maatschappij zal ingericht worden onder den vorm der naamlooze vennootschappen en zal, zonder haren burgerlijken aard te verliezen, de voordeelen genieten door de wet aan de handelsvennootschappen toegekend.

De vennooten mogen zich slechts afzonderlijk en tot beloop eener zekere waarde verbinden.

Over de beschikkingen van artikel 2, welke ontleend zijn aan de wet van 18 Oogst 1907 op de intercommunale vereenigingen voor waterlei-

dingsdiensten, werden breedvoerige uitleggingen gegeven in de Memorie van toelichting door de Regeering op dit tijdstip ingediend, en in het merkwaardig verslag aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers voorgedragen door den heer J. Vanderlinden. Deze uitleggingen toonen het gegronde der beschikkingen in al hunne bijzonderheden aan, en zetten de juiste dracht uiteen van elk hunner deelen. Er valt niets bij te voegen.

Enkel de samenwerkende vorm, welke voor de nieuwe Maatschappij voorgesteld wordt, vergt eene verrechtvaardiging.

Er bestaan twee redenen welke de Regeering aangezet hebben om dezen vorm van handelsvennootschap te verkiezen boven den vorm van naamlooze maatschappij.

Het fonds der Nationale Maatschappij der waterleidingen zal, uit den aard zelf der bewerkingen der maatschappij, hoofdzakelijk veranderlijk zijn. Hare diensten zullen niet van den beginne af in eene bestendige en onveranderlijke wijze tot stand komen; zij zullen, integendeel, onderworpen zijn aan talrijke en herhaalde uitbreidingen; iedermaal dat eene gemeente zich bij een groep zal aansluiten, zal men, om haar te bedienen, nieuwe werken moeten uitvoeren, dus nieuwe geldmiddelen aanschaffen en het kapitaal der onderneming vergrooten.

De samenwerkende vorm past beter dan elk andere voor die voortdurende veranderingen van het maatschappelijk fonds; hij vergt voor die verrichting slechts een minimum van rechtsvormen; hij overtreft onder dit opzicht verre den naamloozen vorm en verdient uit dien hoofde verkozen te worden.

In eene gelijksoortige onderneming, namelijk in de « Compagnie internationale bruxelloise des eaux », heeft hij de bewijzen zijner deugdelijkheid geleverd, en hij schijnt de gunst verworven te hebben van de gemeenten: al de intercommunale vereenigingen van waterleiding welke reeds opgericht of die in vorming zijn, hebben hem aangenomen; geen enkele heeft den naamloozen vorm verkozen.

Er bestaat dus alle reden om te verhoppen dat die vorm, mits de verbeteringen voorzien door het wetsontwerp, heel wel zal passen voor het oprichten van de Nationale Maatschappij der waterleidingen.

ARTIKEL 3.

De standregelen zullen overeenkomen met de voorschriften der huidige wet en de beschikkingen der wetten op de handelsvennootschappen, voor zoover van deze laatsten niet moet worden afgeweken uit hoofde van den bijzonderen aard der Maatschappij.

Van de afwijkingen moet in de standregelen uitdrukkelijk melding worden gemaakt.

De standregelen van de Nationale Maatschappij der waterleidingen moeten

overeenstemmen met de beschikkingen der wetten op de handelsvennootschappen.

Het is echter noodig de mogelijkheid te voorzien om van die beschikkingen af te wijken welke met de bijzondere noodwendigheid der te stichten maatschappij niet zouden kunnen overeen te brengen zijn.

Verschillige dier afwijkingen — de bijzonderste — zijn uitdrukkelijk in het wetsontwerp ingeschreven; de andere zullen in de standregelen aangehaald worden. Daar deze laatste aan de goedkeuring der Regeering onderworpen zullen worden, zijn er geene misbruiken te vreezen.

Eene soortgelijke beschikking wordt overigens teruggevonden in de wet van 1 Juli 1889 betreffende de vereenigingen van gemeenten voor het uitbaten van buurtspoorwegen, alsook in die van 18 Oogst 1907 op de intercommunale vereenigingen voor waterleidingen.

ARTIKEL 4.

De duur der Maatschappij is onbeperkt; hare ontbinding kan maar uitgesproken worden krachtens eene wet, die de wijze en de voorwaarden harer vereffening zal regelen.

Volgens de wet op de handelsvennootschappen, mag de duur van een samenwerkend vennootschap de dertig jaren niet overtreffen.

Die tijdruimte is klaarblijkelijk ontoereikend voor de ontworpen Nationale Maatschappij, aan wier werkzaamheid geen beperking mag gesteld worden. Evenals hare werking moet haar bestaan van onbepaalden duur zijn.

Door eene wet in het leven geroepen, zal zij maar verdwijnen met de toestemming van den wetgever, welke, evenals hij de voorwaarden van haar ontstaan bepaalde, die harer ontbinding zal regelen.

De belangen welke in die onderneming betrokken zijn, zijn beduidend genoeg om die tusschenkomt der Kamers te vergen.

ARTIKEL 5.

Benevens het eerst te storten kapitaal der Maatschappij, bestemd voor de studiën en onkosten betreffende de diensten in hun geheel, en dat door den Staat en de provinciën ingeschreven wordt, is het maatschappelijk fonds samengesteld uit zooveel reeksen aandeelen als er diensten van waterleiding bestaan; die aandeelen mogen ingeschreven worden door den Staat, de provinciën, de godshuizen, de bureelen van weldadigheid en de bijzonderen.

De tusschenkomst van den Staat in het vormen van het maatschappelijk fonds zal noch de helft van het aanvangsfonds der Maatschappij, noch het derde van elke reeks aandeelen overschrijden, tenzij eene wet voor deze

laatsten er anders over beschikke of tenzij het eene tijdelijke inschrijving geldt, in de plaats der gemeenten wier onmiddellijke toetreding men niet heeft kunnen bekomen.

De Staat, de provinciën en de gemeenten mogen hunne inschrijvingen door jaarlijksche stortingen aflossen. Hunne aandelen, alsook deze der godshuizen en der welvluigheidsbureelen, zijn op naam en kunnen mits goedkeuring van den Koning afgestaan worden.

De artikelen 5, 6 en 7 van het wetsontwerp regelen al hetgeen betrek heeft op het financieel leven der Nationale Maatschappij.

Gelijk wij hooger gezien hebben, zullen de eerste openbaringen van het maatschappelijk leven gewijd worden aan een algemeen onderzoek, waarvan de uitkomsten de diensten in hun geheel zullen aanbelangen. De uitgaven, die daarvoor zullen geveegd worden, alsook deze vereischt voor het aanleggen en het ingangstellen der Maatschappij zouden, redelijkerwijze, door de vennoten in 't algemeen moeten gedragen worden : de Staat, de provinciën en de gemeenten, welke er alle voordeel zullen uittrekken. Maar daar het niet practisch zijn zou de tussekkomst van ongeveer 1,800 gemeenten daarvoor te vragen, is de Regeering zinnens die kosten bij de helft te verdeelen tussek de Openbare Schatkist en de provinciën, het aandeel van elk dezer laatsten berekend zijnde in verhouding met het gedeelte harer bevolking dat, door geene waterleiding bediend zijnde, van de ontworpen inrichting zal genieten. De som der inschrijvingen, alzoo door den Staat en de provinciën toegestaan voor het dekken der kosten van onderzoek en aanleg, zal het aanvangsfonds der Nationale Maatschappij uitmaken.

Dit fonds is geroepen om eene snelle uitbreiding te nemen : zoodra de Maatschappij in staat zal zijn een eersten waterleidingsdienst op te richten, zal zij nieuwe geldmiddelen van noode hebben, welke zullen bestemd zijn om de kosten van eerste inrichting van dien dienst te betalen; de deelnemingen, uit dien hoofde aangenomen, zullen het aanvangsfonds gaan vergrooten; voor een tweeden en een derden dienst, zal hetzelfde geschieden. Het maatschappelijk fonds, dat op die wijze zal in verband staan met de vereischte onkosten voor de voorafgaande studiën en met den prijs der inrichtingen der Maatschappij, zal, zooals het reeds gezegd werd, hoofdzakelijk veranderlijk zijn; het zal voortdurend aangroeien met het oprichten van nieuwe diensten of met het toetreden van nieuwe deelnemers bij reeds bestaande groepen.

Tegenover de vennoten kan dit fonds niet één zijn : de veelvuldige ondernemingen der Maatschappij zullen zeer uiteenlopende belangen kunnen hebben en, voor eene bevolking welke bijna gelijk is, zeer ongelijke kosten van eerste inrichting en van uithating vereischen. Het ware noch rechtvaardig noch voorzichtig er een geheel van te maken, en, tegen de feiten in, groepen van gemeenten te verbinden, welke door hunne natuurlijke ligging bestemd zijn, op het gebied van watervoorziening, geheel en gansch vreemd aan elkander te blijven. Hoe zou men, bij voorbeeld, kunnen verrechtvaardigen dat eene waterleiding van de Borinagestreek een

gemeenschappelijk fonds bezitte met eene welke men in Haspengouw stichten zal?

Men moet dus de verdeeling aannemen van het maatschappelijk fonds, dat om zoo te zeggen een verbond, een opeenstapeling zal worden van eene reeks afzonderlijke fondsen, die elk in het bijzonder zullen toebehooren aan een der waterleidingsdiensten der Maatschappij.

De aandeelen van een bepaalde reeks zullen ingeschreven worden door de openbare machten, welke belang hebben in de onderneming waarop zij betrek hebben.

De voorgestelde beschikking laat ook aan de godshuizen en weldadigheidsbureelen toe deel te nemen aan het samenstellen van het fonds. Sommige dezer inrichtingen bezitten aanzienlijke geldmiddelen; zij zouden er geen beter gebruik kunnen van maken dan een gedeelte ervan te wijden aan het oprichten van waterleidingen, welke in zulke ruime maat medehelpen tot het verbeteren der levensvoorwaarden der arbeidersbevolking en der behoeftigen, en dus onrechtstreeks bijdragen tot het verminderen van de lasten der liefdadige instellingen.

De bijzonderen zullen ook hunne medewerking mogen verleenen. Men moet het geval voorzien dat deze medewerking onontbeerlijk zijn zou om aan de inrichting de gewenschte uitbreiding te geven: eene belangrijke nijverheid van een dorp kan soms op haar eigen meer water van noode hebben dan gansch de bevolking der gemeente; een goed opgevatte waterleiding moet met dien toestand afrekenen, en moet zoodanig bestudeerd worden om tegelijk den openbaren dienst en de fabriek met water te voorzien. Daardoor kunnen bijkomende uitgaven veroorzaakt worden voor dewelke de gemeenten misschien zouden achteruitdeinzen; door de tusschenkomst van den nijveraar zal het mogelijk zijn ze te dekken.

Om het Middenbestuur te beschutten tegen de aansoeken, welke men niet altijd gemakkelijk van de hand kan wijzen, is het noodig het aandeel dat de Staat in de ondernemingen der Nationale Maatschappij mag nemen, te beperken. Tegenwoordig gaat het bedrag zijner tusschenkomst in de onkosten veroorzaakt door het oprichten van waterleidingen, het derde niet te boven; de Regeering stelt voor dit cijfer te behouden en het in de wet te schrijven.

Er zijn nochtans uitzonderingen voorzien.

De uitgaven voor dewelke het aanvangsfonds zal gebruikt worden zijn van zulk groot gewicht en zulke algemeene draecht dat het billijk schijnt dat de Staat de helft ervan voor zijne rekening neme.

Anderzijds, kunnen sommige groote Staatsdiensten, zooals de spoorwegen, de kazernen en tuchthuizen, zulkdanig groot belang hebben in zekere inrichtingen dat een buitengewone tusschenkomst van de Schatkist verrechtvaardigd is. Om alle misbruiken te voorkomen, moet eene bijzondere wet, bij voorbeeld eene begrootingswet, deze afwijking van den regel toelaten.

Ten laatste, het zal ongetwijfeld soms gebeuren dat gemeenten, wier plaats in een bepaalde groep klaar aangewezen is, aarzelen om bij te treden, weifelen, of hunne beslissing verdagen; hunne latere toetreding is onvermijdelijk door den drang der zaken zelf; men bezit de zekerheid dat zij vroeg of laat zal gegeven worden, maar, voor de eene of andere reden, is zij uitgesteld. In zulk geval, eischt een goed beheer dat men de bijzondere inrichtingen van den dienst bestudeere en aanlegge, rekening houdende met de bijtreding van de tijdelijk ontbrekende gemeenten. De aandeelen in het kapitaal, welke deze laatste zouden moeten ingeschreven hebben, zullen dus voorloopig verdeeld worden onder de andere gemeenten van de groep, den Staat en de provincie of provinciën in de onderneming betrokken. In dit geval kan het gebeuren dat de Staat, om de zaak niet ten gronde te laten gaan, er toegebracht worde meer dan een derde van het kapitaal te zijnen laste te nemen, maar dit zal echter slechts een heel tijdelijke toestand zijn, aan dewelke een einde zal komen zoodra de halsstarrige gemeenten, terugkomende tot eene juistere opvatting van den toestand, in de vereeniging zullen treden en bezit zullen nemen van hunne aandeelen, mits terugbetaling van het kapitaal en de intresten.

De mogelijkheid van het uitbetalen der aandeelen van den Staat, van de provinciën en gemeenten door jaarlijksche afkortingen, door middel van dewelke de maatschappij den dienst harer leeningen zal verzekeren, is een opvatting door de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen verwezenlijkt. Zij heeft daar de bekende schitterende uitslagen gegeven en schijnt geen verder betoog te vergen.

De voordeelen, welke die wijze van uitbetalen medebrengt, schijnen onmogelijk te kunnen toegekend worden noch aan de bijzonderen, noch aan de openbare instellingen (godshuizen en weldadigheidsbureelen), om reden der moeilijkheden welke het innen der jaarlijksche afkortingen door deze vennooten in den steek gelaten, zou opleveren. Deze laatste zullen dus hunne aandeelen in kapitaal storten.

Bij afwijking van de wet op de samenwerkende vennootschappen zullen de aandeelen, noodzakelijkerwijze op naam; welke aan de openbare machten en instellingen toebehooren, kunnen afgestaan worden, mits koninklijke goedkeuring: het bijtreden van nieuwe vennooten tot een stelsel kan een nieuwe verdeeling van het fonds verrechtvaardigen en zulkdanigen afstand noodig maken, namelijk in de hierboven vermelde veronderstelling.

ARTIKEL 6.

Voor elken waterleidingsdienst wordt in de maatschappelijke rekening eene bijzondere rekening gehouden.

Deze bijzondere rekening bevat als uitgaven het aandeel van den dienst in de algemeene onkosten der Nationale Maatschappij.

In de standregelen worden voorzien :

1^o Het instellen van een gemeenschappelijk reservefonds voor al de diensten ;

2^o Het inrichten, voor elken dienst, van een voorzorgfonds bestemd voor het uitbreiden en verbeteren van den dienst en gestijfd met het overschot der winsten, dat beschikbaar zou blijven na afstrok van het winstaandeel voorzien onder artikel 7 ;

3^o De teruggave van het overige der winsten van elken dienst aan de gemeenten en aan de bijzonderen, die klanten zijn van dezen dienst.

ARTIKEL 7.

Het mogelijk toe te kennen jaarlijksch winstaandeel is beperkt :

1^o Voor de gemeenten, ofwel tot de som overeenstemmende met den intrest en de aflossing van het deel van het kapitaal door hen gestort, ofwel tot het bedrag der jaarlijksche storting voor dewelke zij ingeschreven zijn, indien zij voor de kwijting de wijze verkozen hebben voorzien onder het laatste lid van artikel 5.

In de beide gevallen wordt voor elken dienst het aantal jaren, dat als grondslag voor de jaarlijksche korting of voor de aflossing moet genomen worden, alsook het bedrag van den intrest, vastgesteld op het oogenblik van het bijeenbrengen van het kapitaal ;

2^o Voor de godshuizen, de weldadigheidsbureelen en de bijzonderen, tot 4 % der gedane stortingen.

Voor de aandeele van den Staat en van de provinciën wordt geen winstaandeel toegekend.

Volgens de beschikkingen van artikel 5, wordt het maatschappelijk kapitaal verdeeld in wel afgezonderde reeksen aandeele ; artikel 6 eischt voor elk dezer reeksen eene bijzondere rekening.

De dienst der leeningen, welke voor het dekken der kosten van aanleg der waterleidingsdiensten zullen aangegaan zijn, zal verzekerd worden door de inning der jaarrenten voor dewelke de openbare besturen ingeschreven zijn.

De rekening van den uitbatingdienst zal als uitgaven dragen het aandeel van den dienst in de algemeene onkosten der Nationale Maatschappij, de bezoldiging van het personeel, de kosten van onderhoud, van herstelling, van aflossing der inrichtingen, alsook de kosten welke de uitbating zelve zal teweeg brengen.

Benevens den intrest der in bank liggende gelden, zal enkel het bedrag van den waterverkoop, 't zij aan de gemeenten, 't zij rechtstreeks aan bijzonderen gedaan, als gewone inkomsten ingeschreven worden. De abonnement-tarieven en verdragen zullen op zulkdanige wijze moeten bestudeerd en vastgesteld worden dat men, in de maat van het mogelijke, de zekerheid

hebbe dat de rekening met een boni zal sluiten : 't is eene zaak van voorzichtigheid en vooruitzicht voor de beheerders der Maatschappij.

Op dien boni zal vooreerst de noodige aftrok gedaan worden voor het stichten eener reserve.

Die reserve zal, zooals de tekst van het artikel het bepaalt, gemeen zijn aan al de diensten en zal een der banden wezen waardoor zij aan elkander zullen gehecht zijn : zij moet dienen als waarborg van het maatschappelijk fonds tegenover al de voorvallen die haar zouden kunnen schaden ; dank aan haar zal het mogelijk zijn, desgevallend, in de beschikkingen der standregelen eene bepaling te lasschen welke van denzelfden aard zijn zal als die welke voorkomt in artikel 27 van de statuten der Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen, en volgens dewelke de Maatschappij het bedrag der verliezen voorschiet welke tijdelijk door het uitbaten van zekere lijnen kunnen gedaan worden, met dien verstande dat die som van de latere winsten afgetrokken wordt.

Zoo er daarna een beschikbaar gedeelte overblijft, zal dit gebruikt worden voor het uitbetalen van een winstaandeel aan de maatschappelijke aandeelen der gemeenten, der godshuizen en der bijzonderen, terwijl de aandeelen van den Staat en der provinciën geen vergelding zullen ontvangen.

Deze beschikking, welke op 't eerste zicht wonder kan schijnen, is slechts een bekrachtiging van hetgeen reeds bestaat : wanneer een gemeente eenen openbaren waterleidingsdienst opricht, bekomt zij de kosteloze medewerking van provincie en Staat ; de toelagen van deze openbare besturen worden haar afgestaan zonder dat er betaling van intrest of aflossing vereischt wordt. Dit voorrecht, dat reeds van over lange jaren aan de gemeenten wordt toegestaan, moet eveneens aan de Nationale Maatschappij toegekend worden ; gebeurde dit niet en eischten de Staat en de provinciën de vergelding van hunne aandeelen, dan zouden de gemeenten, welke tot de Maatschappij hunnen toevlucht zouden nemen, tegenover de andere in ondergeschiktheid gesteld zijn ; hunne lasten zouden veel zwaarder zijn en zij zouden er alle belang bij hebben de nieuwe inrichting te miskennen : voor deze laatste zoo dat onvermijdelijk de doodsteek zijn.

Het is eveneens het verlangen een bestaanden toestand te bekrachtigen dat de Regeering er toegebracht heeft aan te nemen dat de gemeenten een zeker winstaandeel mogen opstrijken : wanneer eene gemeente eene waterleiding bezit, doet zij in 't algemeen al het mogelijke, zonder altijd te gelukken, om in de uitbating van haren dienst de noodige geldmiddelen te vinden voor het dekken van de kosten van allen aard welke de inrichting haar oplegt. De Staat verzet zich daartegen niet ; hij stelt echter eene voorwaarde aan het toekennen der hulpelden, namelijk dat de gemeentekas uit de uitbating der waterleiding geen winsten trekke : zij mag hare uitgaven dekken, zonder meer.

Artikel 7 heeft voor doel een gelijkaardig regiem in te stellen voor de ondernemingen door de tusschenkomst der Nationale Maatschappij opge-

richt : de lasten, welke die ondernemingen van wege de gemeenten zullen vergen uit hoofde hunner inrichting, zullen vertegenwoordigd worden, 't zij door den intrest en de aflossing van het gestorte kapitaal, indien de gemeenten hunne aandeelen in kapitaal uitbetalen, 't zij door het bedrag der jaarrent, indien zij hunne schuld door jaarlijksche stortingen aflossen, gelijk artikel 5 hun dit toestaat. De wet veroorlooft enkel de terugbetaling dier lasten ; de bewerking mag dus niet winstgevend zijn voor de gemeentekas, welke ten hoogste hare onkosten mag effen maken.

Het ware onvoorzichtig eens voor altijd het bedrag van den intrest en de aflossing der aandeelen der gemeenten vast te stellen : dit bedrag zal immers veranderlijk zijn naar gelang den staat der geldmarkt ; het is best de waarde ervan te bepalen op het oogenblik der vorming van het kapitaal ; 't is hetgeen door het ontwerp voorzien wordt.

Er wordt voorgesteld de vergelding der kapitalen der bijzonderen tot 4 % te beperken, ten einde duidelijk te doen uitschijnen dat het een onderneming van algemeen belang betreft en er geen spraak is van eene nijverheidszaak waarin de kapitalisten zouden mogen verhoppen eene ruime vergelding hunner bijdragen te vinden.

De aandeelen der godshuizen en weldadigheidsbureelen zullen dezelfde vergelding ontvangen als de bijzondere inschrijvers ; het spreekt echter van zelf dat die openbare inrichtingen in een geest van vrijgevigheid en met de toestemming hunner voogden mogen verzaken, evenals de Staat en de provincien, aan de vergelding van hunnen inzet.

Blijft er een overschot na den aftrok der noodige sommen voor het samenstellen der reserve, voor het terugbetalen der jaarlijksche afkorting der gemeenten en voor het uitbetalen van het winstaandeel der liefdadige instellingen en der bijzonderen, dan wordt dit overschot gebruikt voor het vormen van een voorzorgfonds bestemd om het uitbreiden, het ontwikkelen en het verbeteren van den dienst mogelijk te maken zonder een nieuw beroep te moeten doen op de vennoten.

Dit voorzorgfonds mag niet onbeperkt gestijfd worden ; wanneer het een maximum zal bereikt hebben, dat naar gelang het belang en den aard van den dienst zal bepaald worden, zal er eene nieuwe bestemming aan het overschot moeten gegeven worden. Gelijk wij hooger zegden, zou er tot eene tweede verdeeling van winstaandeelen niet mogen overgegaan worden. Wat valt er dan met die beschikbare som te verrichten ? Haar bestaan is het bewijs dat het water te duur verkocht werd, boven den inkooprijs. Aan de klanten der onderneming, 't zij gemeenten of bijzonderen, dient dus terugbetaald hetgeen zij te veel betaald hebben. Vandaar de beschikking van artikel 6.

Dit alles veronderstelt eene zuivere winst, welke voldoende is om in al de verschillende betalingen, welke wij aangestipt hebben, te voorzien. Is de winst ontoereikend, dan verzaakt men vooreerst aan de storting in het voorzorgfonds, daarna aan de terugbetaling der jaarlijksche afkortingen der

gemeenten en aan de betaling van het winstaandeel der godshuizen, der weldadigheidsbureelen en der bijzonderen, eindelijk aan de bevoorrading van het wettelijk reservefonds.

Dalen de ontvangsten nog lager, blijven zij beneden de verplichte uitgaven, in de veronderstelling dat het een bestendige toestand gelden zou, dan zal men noodzakelijker wijze de inkomsten moeten vergrooten, zoo men de uitbating wil voortzetten, door herziening der abonnementstarieven en verkoopverdragen van het water aan de gemeenten.

Het is echter te hopen dat het mogelijk zal zijn door een voorzichtig beheer die gebeurlijkheid te voorkomen.

ARTIKEL 8.

De Maatschappij mag leeningen aangaan of schuldbrieven uitgeven in vertegenwoordiging der jaarrenten haar verschuldigd door de gemeenten, de provinciën en den Staat.

De Regeering is gemachtigd tegenover derde personen, onder voorwaarden door haar te bepalen, den intrest en de aflossing van die leeningen en schuldbrieven te waarborgen; de verbintenissen van den Staat als borg mogen de sommen door de wet bepaald niet overtreffen.

De Maatschappij zal leeningen mogen aangaan. Het zal haar vrij staan die leeningen te verwezenlijken door rechtstreeksche uitgave van schuldbrieven, zooals de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen het doet, of door haren toevlucht te nemen tot de eene of andere der instellingen, welke in het leven geroepen zijn om de financieele bewerkingen der openbare besturen te vergemakkelijken.

De waarborg van de Regeering kan haar toegestaan worden; die maatregel wordt voldoende gewettigd door het karakter van openbaar nut van de zending die de Maatschappij is toevertrouwd. Deze waarborg zal echter de hulpelden, welke de Kamers te dien einde aan de Regeering zullen toestaan, niet te boven gaan.

Hier vindt men al de beschikkingen terug welke door de Wetgeving werden goedgekeurd bij het stemmen der wet van 24 Juni 1885 betreffende de Nationale Maatschappij van buurtspoorwegen. Het schijnt dus niet noodig dit artikel nog meer te verrechtvaardigen.

ARTIKEL 9.

De Maatschappij wordt beheerd door eenen Raad en een algemeenen bestuurder.

De Beheerraad bestaat uit eenen voorzitter en uit beheerders wier getal, dat de zes niet mag te boven gaan, door de Regeering bepaald wordt.

De voorzitter, de helft der leden van den Beheerraad en de algemeene bestuurder worden door den Koning benoemd; de andere leden van den Raad worden benoemd door de algemeene vergadering.

Al hetgeen den werkring, de bezoldiging en den duur der bediening van den voorzitter, der beheerders en van den algemeenen bestuurder betreft, wordt door de standregelen geregeld.

ARTIKEL 10.

Het toezicht op de werkzaamheden van de Maatschappij wordt uitgeoefend door een Comiteit van toezicht, door de algemeene vergadering benoemd.

De standregelen stellen het getal leden vast, den duur van hun mandaat, alsook het bedrag der aanwezigheidspenningen welk hun toegekend kunnen worden.

De Nationale Maatschappij der waterleidingen wordt belast met eene zending van algemeen nut, welke gansch het land aanbelangt; de wet, die haar in het leven roept plaatst haar onder een regiem van voorrecht; de Regeering, tegenover dewelke zij een bijna volledige zelfstandigheid geniet, stemt erin toe hare leeningen te waarborgen. Al deze beschouwingen leggen uit waarom het wetsontwerp aan den Staat eene ruime tusschenkomst toekent in het benoemen der personen wien het beheer der maatschappelijke zaken zal toevertrouwd zijn. Zooals M. Graux het zegde in de Memorie van toelichting van de wet van 28 Mei 1884 op de buurtspoorwegen, in geval de zienswijzen van den Staat en van zijne medevennooten verdeeld zijn, moet de zienswijze van den Staat doorwegen, want in een dienst van openbaar nut moet de vertegenwoordiger van het openbaar belang de bovenhand hebben op de vertegenwoordigers der plaatselijke belangen. Dat de Staat zich de meerderheid in den schoot van den beheerraad verzekere en zich de keus toeigene van den algemeenen bestuurder, van wiens waarde, bevoegdheid en verstand het welgelukken der onderneming voor een groot deel zal afhangen, is dus heel redelijk.

De voorgestelde beschikking laat de Regeering vrij het aantal beheerders trapsgewijze te verhoogen; zoodoende kan het getal leden van den Raad met de ontwikkeling der maatschappelijke zaken in verhouding gebracht worden.

De bezoldiging van den voorzitter en leden van den Beheerraad zal door de standregelen vastgesteld worden; wanneer tot het bepalen van hun bedrag zal overgaan worden, zal men niet uit het oog verliezen dat de Nationale Maatschappij der waterleidingen geen nijverheidsonderneming is, dat zij geen winsten, in den eigenlijken zin van het woord, zal opstrijken en dat, diensvolgens, alhoewel het rechtvaardig is het werk der beheerders in een zekere maat te beloonen, hunne taak eer moet aanzien worden als een eereambt dan als eene winstgevende bezigheid. De Regeering zal er op passen dat van dit principie niet worde afgeweken.

Het samenstellen van het Comité van toezicht wordt aan de standregelen en de algemeene vergadering overgelaten, zooals dit betaamt, ingezien den aard en het doel der zending der leden van dit Comité.

ARTIKEL 11.

De Maatschappij kan gemachtigd worden, in haren naam, de onteigening wegens openbaar nut in rechten te vervolgen.

De gouverneur der provincie waar de onroerende goederen welke moeten onteigend worden, gelegen zijn, is bevoegd tot het verlijden der akten voorzien bij artikel 9 der wet van 27 Mei 1870.

Het recht van onteigening wegens openbaar nut, mits toelating der Regeering, werd door de wet van 18 Oogst 1907 toegekend aan de intercommunale vereenigingen welke voor doel hebben het oprichten van waterleidingen.

Al de redenen, welke alsdan ingeroepen werden om het toekennen van dit voorrecht te verklaren, vinden *a fortiori* hunne toepassing voor wat betreft de Nationale Maatschappij van waterleidingen.

Eene beschikking verrechtvaardigen, welke door de Kamers reeds aangenomen werd, schijnt overbodig.

ARTIKEL 12.

De Maatschappij kan door de Regeering gemachtigd worden, onder de voorwaarden door deze te bepalen, op of onder de plaatsen, banen, straten, wegen, waterloopen en vaarten, welke van het openbaar domein van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten deel uitmaken, al de werken uit te voeren die het inrichten en het onderhouden van hare diensten van waterleiding medebrengen.

De bezetting moet het gebruik verbieden dat van het openbaar domein gemaakt wordt; zij heeft hoegenaamd geene berooving van bezit voor gevolg.

De nu te leven rechtsvormen zijn die bepaald door de wet van den 28^{en} Mei 1898 tot uitbreiding van de macht der Regeering in zake telephoon, met dien verstande dat het regelen der vergoedingen, welke gebruijck toe te kennen zijn, ten laste vallen der Nationale Maatschappij.

In het uitvoeren harer werken, zal de Nationale Maatschappij der waterleidingen dikwijls in de gelegenheid zijn zekere werken te moeten leggen in gronden welke van het openbaar domein deel uitmaken: het kan bij voorbeeld gepast schijnen eene draincrgaanderij te maken onder eenen weg of de wegenis te benuttigen voor het plaatsen der waterleidingsbuizen

of toestellen; soms zal men door de plaatselijke noodwendigheden gedwongen zijn onder eene vaart of een waterloop eene leiding aan te leggen.

Over 't algemeen neemt men aan dat een decreet wegens openbaar nut *ipso facto* aan eene gemeente of aan eene intercommunale vereeniging het recht geeft het openbaar domein te gebruiken en geen rekening te houden van het verzet komende van de gemeenten waarvan het terrein doorsneden wordt.

Om alle verdere betwisting en wijzigingen van verklaring en rechtspraak te voorkomen, is het noodzakelijk gebleken aan de Nationale Maatschappij der waterleidingen, mits toelating der Regeering, het recht toe te kennen, op of onder het openbaar domein de noodige werken uit te voeren voor het oprichten en het onderhouden van hare waterleidingsdiensten.

Het uitoefenen van dit recht, zonder hetwelk de ondernemingen der Maatschappij gevaar zouden lopen alle oogenblikken belemmerd te worden, gaat gepaard met dezelfde beperkingen en waarborgen als die welke bepaald zijn in de wet van 28 Mei 1898 op de rechten der Regeering in zake telephoon.

Het besluit van toelating zal daarenboven al de voorwaarden mogen voorschrijven waarvan de noodzakelijkheid zou erkend worden voor het vrijwaren der verschillende belangen welke in de zaak betrokken zijn.

Het is wel verstaan dat de Maatschappij, door het bezetten met zijne inrichtingen van een gedeelte van het openbaar domein, het karakter daarvan in geen deele wijzigt.

ARTICLE 13.

De Maatschappij kan door de Regeering gemachtigd worden, onder de voorwaarden door deze vast te stellen :

1° Aan eene gemeente of aan eene vereeniging van gemeenten, geplaatst onder het beheer der wet van den 18 Oogst 1907, een van hare waterleidingsdiensten in zijn geheel of gedeeltelijk over te laten ;

2° Het uitbaten van een harer diensten te staken, op voorstel van de meerderheid der vennoten houders der maatschappelijke aandeelen, welke voor het inrichten van dien dienst ingeschreven werden.

Het is noodig het geval te voorzien dat de Nationale Maatschappij der waterleidingen er zou toe gebracht worden een zijner diensten geheel of gedeeltelijk aan eene gemeente of aan eene intercommunale vereeniging over te laten : het kan immers gebeuren dat er in eene streek, waar de Maatschappij inrichtingen bezit, een organisatie ontsta, welke van haar onafhankelijk is en die, het bevoorraden der streek voor doel hebbende, redelijker wijze, om goed werk te kunnen verrichten, zou moeten kunnen beschikken over de werken welke aan de Nationale Maatschappij toebehooren.

Er bestaat geen reden om zich volstrekt te verzetten tegen het verwezenlijken van zulkdanige overeenkomst, welke kan stroken met het welbegrepen belang van iedereen.

Er dient opgemerkt dat die overdracht afhankelijk is gemaakt van de koninklijke goedkeuring en dat zij maar kan geschieden ten voordeele van eene gemeente of een groep gemeenten; om aan den dienst zijn doel ongeschonden te bewaren, — namelijk het openbaar nut waarvoor hij gesticht werd, — moet alle gedacht aan het verkoopen aan bijzonderen verbannen worden.

Daarbij onderwerpt artikel 13 elke beslissing der Maatschappij nopens het staken der uitbating van een harer diensten aan de goedkeuring van den Staat. Alhoewel dit geval zelden voorkomen zal, moet het toch voorzien worden. Door hevig drukkende omstandigheden kan de Maatschappij in een bijna onontwarbaren toestand gebracht worden en tot het verzaken aan het voortzetten der uitbating van eene harer waterleidingen genoopt zijn; door de tusschenkomst der Regeering, welke de wet voorschrijft, zal voorkomen worden dat zulkdanige beslissing, welke uiteraard zwaarwichtig is, genomen worde inderhaast en zonder genoegzamen overleg.

ARTIKEL 14.

De Regeering bezit het recht toezicht te houden op al de verrichtingen der Maatschappij en, te dien einde, van haar alle stukken en inlichtingen te vergen.

Zij oefent hooger toezicht uit op al de werken door de Maatschappij uitgevoerd en op al de inrichtingen door deze tot stand gebracht.

Zij mag zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel dien zij strijdig acht 't zij met de wet, 't zij met de standregelen, 't zij met het algemeen belang.

De beschikkingen van dit artikel, welke het Staatstoezicht op de bewerkingen der Nationale Maatschappij regelen, worden wedergevonden in al de wetten betreffende de groepeerings van gemeenten: de wet stichting houdende der Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, de wet de vereenigingen van gemeenten voor de uitbating dier spoorwegen toelattende, de wet op de intercommunale vereenigingen voor het oprichten van waterleidingen, de begrootingswet de Regeering machtigende de standregelen der Naamlooze Maatschappij van de vaart en der zeehaveninrichtingen van Brussel goed te keuren, enz. Zij verrechtvaardigen zich zelve.

Het is nochtans noodzakelijk geweest eene nieuwe beschikking te voegen bij degenen welke in die verschillende wetten wedergevonden worden: de taak, welke de Nationale Maatschappij der waterleidingen zal te vervullen hebben, raakt aan de hoogste hygienische belangen; de volksgezondheid van een groot deel der bevolking van het land zal afhangen van de zorg

waarmede zij hare zending zal vervullen, van de min of meer groote oplettendheid en het min of meer groot doorzicht waarmede zij hare opvangswerken zal onderhouden en bewaken, de oorzaken van verontreiniging ervan zal verwijderen, hare zuiveringsinrichtingen zal besturen : de kleinste nalatigheid op dit gebied kan noodlottige gevolgen hebben en het uitbreken van hevige besmettelijke ziekten verwekken. Op het oogenblik dat de vraagstukken, de volksgezondheid betreffende, meer dan ooit aan de dagorde staan, dat een krachtadiger ingrijpen van het Middenbestuur ten allen kante gevraagd wordt, zou het niet aan te nemen zijn dat de Staat zich niet minstens het recht voorbehoude door zijne agenten de werken en inrichtingen der Nationale Maatschappij rechtstreeks te doen bewaken, ten einde zich te verzekeren dat zij aan hare zending niet te kort komt. De tekst van artikel 14 geeft hem daartoe de noodige macht.

ARTIKEL 15.

De Maatschappij is ontslagen van het patentrecht, van de grondbelasting op de onroerende goederen, welke rechtstreeks voor het inrichten of het uitbaten harer waterleidingsdiensten gebruikt worden, alsook van alle taks of recht ten bate der provinciën en der gemeenten uit hoofde van die onroerende goederen en van de voorwerpen welke voor hetzelfde doel benuttigd worden.

De vrijstellingen van zegel, van registratierechten of van registratie voor zekere akten, titels, geschriften en plakbrieven der samenwerkende maatschappijen en der Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, zijn toepasselijk op die van denzelfden aard welke de Nationale Maatschappij der waterleidingen betreffen.

De fiscale voordeelen, door dit artikel aan de Nationale Maatschappij toegestaan, werden aan hare voorgangster toegekend; zij bezit dezelfde titels om er, evenals deze, aanspraak op te maken.

ARTIKEL 16.

Ieder jaar legt de Minister, welke het beheer van den gezondheidsdienst in zijne bevoegdheid heeft, aan het bureau der Kamers een verslag van den Beheerraad voor, waarin de toestand der zaken van de Maatschappij wordt bekend gemaakt; hij voegt er het laatste bilan bij.

ARTIKEL 17.

De Maatschappij zal de wetten over het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurlijke zaken naleven.

Het ware overbodig de bewoordingen dezer twee laatste artikelen van het ontwerp van wet te bespreken ; de bestaarenden dezer beschikkingen is klaar en duidelijk.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

Projet de loi instituant une Société nationale des distributions d'eau.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur suit, sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre de l'Intérieur :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à approuver les statuts d'une société qui sera constituée sous la dénomination de Société nationale des distributions d'eau et qui aura pour objet l'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics de distributions d'eau.

Toute modification ultérieure de ces statuts doit être approuvée par le Roi.

ART. 2.

La Société sera constituée dans la forme des sociétés coopératives et jouira, sans perdre son caractère civil, des avantages accordés par la loi aux sociétés commerciales.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

Ontwerp van wet tot inrichting van eene Nationale Maatschappij der waterleidingen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, door Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

ARTIKEL EÉN.

De Regeering is gemachtigd de standregelen goed te keuren eener maatschappij welke zal tot stand gebracht worden onder den naam van Nationale Maatschappij der waterleidingen en welke voor doel zal hebben het bestudeeren, het oprichten en het uitbaten van openbare waterleidingsdiensten.

Elke latere wijziging van die standregelen moet door den Koning goedgekeurd worden.

ART. 2.

De Maatschappij zal ingericht worden onder den vorm der naamlooze vennootschappen en zal, zonder haren burgerlijken aard te verliezen, de voordeelen genieten door de wet aan de handelsvennootschappen toegekend.

De vennoten mogen zich slechts afzonderlijk en tot beloop eener zekere waarde verbinden.

ART. 3.

Les statuts seront conformes aux principes consacrés par la présente loi et aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il ne soit pas nécessaire de déroger à ces dernières en raison de la nature spéciale de la Société.

Les dérogations devront être expressément mentionnées dans les statuts.

ART. 4.

La Société a une durée illimitée; sa dissolution ne peut être prononcée qu'en vertu d'une loi, qui règlera le mode et les conditions de la liquidation.

ART. 5.

Indépendamment du capital initial de la Société, affecté aux études et aux frais intéressant l'ensemble des services, et qui est souscrit par l'État et par les provinces, le capital social se compose d'autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de distribution d'eau; ces parts peuvent être souscrites par l'État, les provinces, les communes, les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers.

L'intervention de l'État dans la formation du capital social ne pourra dépasser la moitié du capital initial de la Société, ni le tiers de chacune des séries de parts, à moins, en ce qui concerne ces dernières, qu'une loi n'en dispose autrement ou qu'il s'agisse d'une souscription temporaire, faite en lieu et place de communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

ART. 3.

De standregelen zullen overeenkomen met de voorschriften der huidige wet en de beschikkingen der wetten op de handelsvennootschappen, voor zoover van deze laatsten niet moet worden afgeweken uit hoofde van den bijzonderen aard der Maatschappij.

Van de afwijkingen moet in de standregelen uitdrukkelijk melding worden gemaakt.

ART. 4.

De duur der Maatschappij is onbeperkt; hare ontbinding kan maar uitgesproken worden krachtens eene wet, die de wijze en de voorwaarden harer vereffening zal regelen.

ART. 5.

Benevens het eerst te storten kapitaal der Maatschappij, bestemd voor de studiën en onkosten betreffende de diensten in hun geheel, en dat door den Staat en de provinciën ingeschreven wordt, is het maatschappelijk fonds samengesteld uit zooveel reeksen aandeelen als er diensten van waterleiding bestaan; die aandeelen mogen ingeschreven worden door den Staat, de provinciën, de gemeenten, de godshuizen, de bureelen van weldadigheid en de bijzonderen.

De tusschenkomst van den Staat in het vormen van het maatschappelijk fonds zal noch de helft van het aanvangsfonds der Maatschappij, noch het derde van elke reeks aandeelen overschrijden, tenzij eene wet voor deze laatsten er anders over beschikke of tenzij het eene tijdelijke inschrijving geldt, in de plaats der gemeenten wier onmiddellijke toetreding men niet heeft kunnen bekomen.

L'État, les provinces et les communes sont autorisés à se libérer de leurs souscriptions par annuités. Leurs parts, ainsi que celles des hôpices et des bureaux de bienfaisance, sont nominatives et peuvent être cédées avec l'approbation du Roi.

ART. 6.

Chaque service distinct de distribution d'eau fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité sociale.

Ce compte comporte, en dépenses, la quote-part du service dans les frais généraux de la Société nationale.

Les statuts devront prévoir :

1° La constitution d'une réserve commune à tous les services;

2° La formation, pour chaque service, d'un fonds de prévision, destiné aux extensions et améliorations de ce service, et alimenté par l'excédent de bénéfices qui resterait disponible après prélèvement du dividende prévu à l'article 7;

3° La ristourne du surplus des bénéfices de chaque service aux communes et aux particuliers qui sont clients de ce service.

ART. 7.

Le dividende annuel à allouer éventuellement ne peut dépasser :

1° Pour les communes, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement de la partie du capital qu'elles ont versée, ou le montant de l'annuité qu'elles ont souscrite, si elles ont choisi le mode de libération prévu au dernier alinéa de l'article 5.

De Staat, de provinciën en de gemeenten mogen hunne inschrijvingen door jaarlijksche stortingen aflossen. Hunne aandeelen, alsook deze der godshuizen en der weldadigheidsbureelen, zijn op naam en kunnen mits goedkeuring van den Koning afgestaan worden.

ART. 6.

Voor elken waterleidingsdienst wordt in de maatschappelijke rekening cene bijzondere rekening gehouden.

Deze bijzondere rekening bevat als uitgaven het aandeel van den dienst in de algemeene onkosten der Nationale Maatschappij.

In de standregelen worden voorzien :

1° Het instellen van een gemeenschappelijk reservefonds voor al de diensten;

2° Het inrichten, voor elken dienst, van een voorzorgfonds bestemd voor het uitbreiden en verbeteren van dien dienst en gestijfd met het overschot der winsten, dat beschikbaar zou blijven na aftrek van het winstaandeel voorzien onder artikel 7;

3° De teruggave van het overige der winsten van elken dienst aan de gemeenten en aan de bijzonderen die klanten zijn van dezen dienst.

ART. 7.

Het mogelijk toe te kennen jaarlijksch winstaandeel is beperkt :

1° Voor de gemeenten, ofwel tot de som overeenstemmende met den intrest en de aflossing van het deel van het kapitaal door hen gestort, of wel tot het bedrag der jaarlijksche storting voor dewelke zij ingeschreven zijn, indien zij voor de kwijting de wijze verkozen hebben voorzien onder het laatste lid van artikel 5.

Dans les deux cas, le nombre d'années à prendre comme base de l'annuité ou de l'amortissement, ainsi que le taux de l'intérêt sont fixés, pour chaque service, lors de la constitution du capital;

2^o Pour les hospices, les bureaux de bienfaisance et les particuliers, 4 % des versements effectués.

Il n'est alloué aucun dividende aux parts de l'État et des provinces.

ART. 8.

La Société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les provinces et l'État.

Le Gouvernement est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement de ces emprunts et obligations; les engagements de l'État, comme garant, ne peuvent dépasser les sommes fixées par la loi.

ART. 9.

La Société est administrée par un Conseil et un directeur général.

Le Conseil d'administration est formé d'un président et d'administrateurs dont le nombre, qui ne pourra dépasser six, est fixé par le Gouvernement.

Le président, la moitié des membres du Conseil d'administration et le directeur général sont nommés par le Roi; les autres membres du Conseil sont nommés par l'assemblée générale.

Les statuts règlent ce qui a trait aux

In de beide gevallen wordt voor elken dienst het aantal jaren, dat als grondslag voor de jaarlijksche afkorting of voor de aflossing moet genomen worden, alsook het bedrag van den intrest, vastgesteld op het oogenblik van het bijeenbrengen van het kapitaal;

2^o Voor de godshuizen, de weldadigheidsbureelen en de bijzonderen, tot 4 % der gedane stortingen.

Voor de aandeelen van den Staat en van de provinciën wordt geen winst-aandeel toegekend.

ART. 8.

De Maatschappij mag leeningen aangaan of schuldbrieven uitgeven in tegenwoordiging der jaarrenten haar verschuldigd door de gemeenten, de provinciën en den Staat.

De Regeering is gemachtigd tegenover derde personen, onder voorwaarden door haar te bepalen, den intrest en de aflossing van die leeningen en schuldbrieven te waarborgen; de verbintenissen van den Staat als borg mogen de sommen door de wet bepaald niet overtreffen.

ART. 9.

De Maatschappij wordt beheerd door eenen Raad en een algemeenen bestuurder.

De Beheerraad bestaat uit eenen voorzitter en uit beheerders wier getal, dat de zes niet mag te boven gaan, door de Regeering bepaald wordt.

De voorzitter, de helft der leden van den Beheerraad en de algemeene bestuurder worden door den Koning benoemd; de andere leden van den Raad worden benoemd door de algemeene vergadering.

Al hetgeen den werkkring, de bezol-

attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions du président, des administrateurs et du directeur général.

ART. 10.

Le contrôle des opérations de la Société est assuré par un Comité de surveillance nommé par l'assemblée générale.

Les statuts fixent le nombre des membres, la durée de leur mandat, ainsi que le montant des jetons de présence qui peuvent leur être attribués.

ART. 11.

La Société pourra être autorisée à poursuivre en son nom l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le gouverneur de la province dans laquelle sont situés les immeubles à exproprier est compétent pour passer les actes prévus par l'article 9 de la loi du 27 mai 1870.

ART. 12.

La Société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui, à exécuter sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'Etat, des provinces et des communes, tous les travaux que comportent l'établissement et le maintien en bon état de ses services de distribution d'eau.

L'occupation doit respecter l'usage auquel est affecté le domaine public; elle n'entraîne aucune dépossession.

La procédure à suivre est celle fixée

diging en den duur der bediening van den voorzitter, der beheerders en van den algemeenen bestuurder betreft, wordt door de standregelen geregeld.

ART. 10.

Het toezicht op de werkzaamheden van de Maatschappij wordt uitgeoefend door een Comiteit van toezicht door de algemeene vergadering benoemd.

De standregelen stellen het getal leden vast, den duur van hun mandaat, alsook het bedrag der aanwezigheidspenningen welke hun toegekend kunnen worden.

ART. 11.

De Maatschappij kan gemachtigd worden, in haren naam, de onteigening wegens openbaar nut in rechten te vervolgen.

De gouverneur der provincie waar de onroerende goederen, welke moeten onteigend worden, gelegen zijn, is bevoegd tot het verlijden der akten voorzien bij artikel 9 der wet van 27 Mei 1870.

ART. 12.

De Maatschappij kan door de Regèring gemachtigd worden, onder de voorwaarden door deze te bepalen, op of onder de plaatsen, banen, straten, wegen, waterloopen en vaarten, welke van het openbaar domein van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten deel uitmaken, al de werken uit te voeren die het inrichten en het onderhouden van hare diensten van waterleiding medebrengen.

De bezetting moet het gebruik eerbiedigen dat van het openbaar domein gemaakt wordt; zij heeft hoegenaamd geene berooving van bezit voor gevolg.

De na te leven rechtsvormen zijn die

par la loi du 28 mai 1898 étendant les pouvoirs du Gouvernement en matière téléphonique, étant entendu que le règlement des indemnités à allouer éventuellement est à charge de la Société nationale.

ART. 13.

La Société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui :

1° A céder à une commune ou à une association de communes placée sous le régime de la loi du 18 août 1907, tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau ;

2° A cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés détenteurs des parts sociales souscrites pour la création de ce service.

ART. 14.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la Société et, à cette fin, d'exiger d'elle tous états et renseignements.

Il a la haute surveillance des travaux exécutés par la Société et des installations qu'elle a créées.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit à l'intérêt général.

ART. 15.

La Société est exempte du droit de patente, de la contribution foncière sur les immeubles affectés directement à l'établissement ou à l'exploitation de ses services de distribution d'eau, ainsi

bepaald door de wet van den 28^{en} Mei 1898 tot uitbreiding van de macht der Regeering in zake telephoon, met dien verstande dat het regelen der vergoedingen, welke gebeurlijk toe te kennen zijn, ten laste vallen der Nationale Maatschappij.

ART. 13.

De Maatschappij kan door de Regeering gemachtigd worden, onder de voorwaarden door deze vast te stellen :

1° Aan eene gemeente of aan eene vereeniging van gemeenten geplaatst onder het beheer der wet van den 18 Oogst 1907, een van hare waterleidingsdiensten in zijn geheel of gedeeltelijk over te laten ;

2° Het uitbaten van een harer diensten te staken, op voorstel van de meerderheid der vennoten houders der maatschappelijke aandeeleu welke voor het inrichten van dien dienst ingeschreven werden.

ART. 14.

De Regeering bezit het recht toezicht te houden op al de verrichtingen der Maatschappij en, te dien einde, van haar alle stukken en inlichtingen te vergen.

Zij oefent hooger toezicht uit op al de werken door de Maatschappij uitgevoerd en op al de inrichtingen door deze tot stand gebracht.

Zij mag zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel dien zij strijdig acht 't zij met de wet, 't zij met de standregelen, 't zij met het algemeen belang.

ART. 15.

De Maatschappij is ontslagen van het patentrecht, van de grondbelasting op de onroerende goederen welke rechtstreeks voor het inrichten of het uitbaten harer waterleidingsdiensten gebruikt

que de toute taxe ou redevance au profit des provinces et des communes du chef de ces immeubles et des objets ayant la même affectation.

Les exemptions du timbre et des droits ou de la formalité de l'enregistrement établies pour certains actes, titres, écrits et affiches concernant les sociétés coopératives et la Société nationale des chemins de fer vicinaux, sont applicables à ceux de même nature qui concernent la Société nationale des distributions d'eau.

ART. 16.

Chaque année, le Ministre qui a l'administration du service de santé et de l'hygiène dans ses attributions dépose sur le bureau des Chambres un rapport du Conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires de la Société; il y joint le dernier bilan.

ART. 17.

La Société se conformera aux lois sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

ART. 18.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 9 novembre 1912.

worden, alsook van alle taks of recht ten bate der provinciën en der gemeenten uit hoofde van die onroerende goederen en van de voorwerpen welke voor hetzelfde doel benuttigd worden.

De vrijstellingen van zegel, van registratierechten of van registratie voor zekere akten, titels, geschriften en plakbrieven der samenwerkende maatschappijen en der Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, zijn toepasselijk op die van denzelfden aard welke de Nationale Maatschappij der waterleidingen betreffen.

ART. 16.

Ieder jaar legt de Minister, welke het beheer van den gezondheidsdienst in zijne bevoegdheid heeft, aan het bureau der Kamers een verslag van den Beheerraad voor waarin de toestand der zaken van de Maatschappij wordt bekend gemaakt; hij voegt er het laatste bilan bij.

ART. 17.

De Maatschappij zal de wetten over het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurlijke zaken naleven.

ART. 18.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, den 9^{en} November 1912.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

